



Université Panthéon-Assas  
Paris II *Droit - Économie - Sciences Sociales*

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



## **Mémoire de géopolitique**

# **LA ROUMANIE ET LA MER NOIRE**

dans le cadre de l'étude dirigée "L'espace euro-méditerranéen"

**Auteur de l'étude : Capitaine de frégate MACAVEI Alexandru**

**Directeur de recherche :**

M. Jean-François Daguzan  
Maître de recherche à la Fondation pour la recherche  
stratégique et professeur à Paris II Panthéon-Assas.

**Mai 2002**

## FICHE DE PRESENTATION

1. La Roumanie et la mer Noire
2. Capitaine de frégate MACAVEI Alexandru (Marine, Roumanie)
3. Mai 2002
4. Division C - Groupe C4
5. Mémoire de géopolitique

**6. Synthèse :** La mer Noire, cloisonnée par sa position géographique et par la rivalité entre les deux blocs de l'ancien système bipolaire, occupe une position clé à l'endroit de rencontre de trois importantes civilisations (européenne, musulmane et slave). Cette région représente également un vaste espace stratégique et aussi économique, dont l'importance globale s'est accru par l'apparition des nouveaux acteurs et s'accroîtra considérablement au fur et à mesure que ses richesses et particulièrement les hydrocarbures de la mer Caspienne se fraieront un chemin vers les marchés énergétiques européens.

La Roumanie, le seul pays d'origine latine de la région, contrôle en effet une partie de la côte occidentale de la mer Noire. Elle tient une position stratégique particulière dans cet espace géopolitique puis qu'elle se trouve à l'intersection de deux axes stratégiques importants. L'axe l'Europe occidentale - la mer Noire, dont le canal Constanta – Danube – Rhin – Main – Rotterdam qui travers huit pays européens constitue l'élément principal, et l'axe l'Europe – la mer Noire – la mer Caspienne, dont le port Constanta, le plus grand de la mer Noire, représente une plate-forme maritime pour le commerce et l'acheminement des richesses de la région vers l'Europe occidentale.

**7. Mots clés :** mer Noire, nouveaux acteurs, insécurité, Roumanie, latinité, coopération, intégration.

# **LA ROUMANIE ET LA MER NOIRE**

## **Sommaire**

### **Partie I :**

#### **Le nouvel espace stratégique de la Mer Noire**

La Mer Noire porte ouverte vers la mer Méditerranée

Entre stabilité et instabilité - les effets de la mondialisation

Les acteurs principaux de la région

### **Partie II :**

#### **La Roumanie – les constantes géostratégiques**

”Une île de latinité” dans “une mer slave”

La Roumanie - acteur maritime important

L’intégration européenne et nord - atlantique

## **Conclusion**

## INTRODUCTION

La mer Noire, mer enclavée, reliée à la Méditerranée par les détroits du Bosphore et des Dardanelles, est relativement peu connue. Pendant une longue période, elle était si fortement divisée qu'elle avait perdu l'une des vocations essentielles de toute mer – celle de favoriser les échanges. D'autre part, l'hétérogénéité des peuples qui la bordent ne facilite pas non plus son étude : langues, religions, ressources, géographie n'ont guère de dominateur commun, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de frontières qui se cherchent parfois.

La fin de « la guerre froide » a ouvert cette zone au monde extérieur. Aujourd'hui, depuis que les forces régionales dominantes ont cessé de bloquer les itinéraires de l'Europe vers l'Est, cette région fonctionne plutôt comme un pont qu'une barrière et fournit des possibilités pour le développement de communications de l'ouest à l'est et réciproquement. En conséquence, les autres itinéraires contournant cette région, principalement des routes maritimes plus risquées, perdent leur importance.

La région de la mer Noire est l'un des endroits de la planète les plus explosifs et les plus cruciaux sur le plan stratégique. Elle occupe une position principale aux charnières de trois vieux mondes : au Nord, les pays slaves avec le rôle dominant de la Russie ; à l'ouest, l'Europe centrale et orientale, pont vers l'Union européenne ; au Sud, la Turquie, porte du Moyen Orient et des états turcophones.

Cette région représente également un vaste espace économique et une route commerciale, dont l'importance globale s'accroîtra considérablement au fur et à mesure que les hydrocarbures de la mer Caspienne se fraieront un chemin vers les marchés énergétiques européens. La demande mondiale de pétrole risquant d'augmenter substantiellement au cours des prochaines décennies, l'Europe est de plus en plus consciente de sa dépendance croissante vis-à-vis de l'instable région du Golfe. C'est pourquoi, un accès à la mer Caspienne serait d'une importance vitale<sup>1</sup>.

La fin du système bipolaire de sécurité a fait apparaître des nouveaux acteurs sur la scène géopolitique de la mer Noire. C'est le cas de la Russie, de l'Ukraine et de la Géorgie dont l'apparition a changé non seulement le nombre des pays riverains mais aussi les données stratégiques dans cette région.

La Roumanie occupe une position géostratégique très importante. D'abord, elle assure la liaison entre l'Ouest et l'Est de l'Europe par le canal Danube-Rhin-Main-Rotterdam. Ensuite, la Roumanie se trouve au carrefour des voies commerciales européennes et euro-asiatiques, du nord au sud et de l'est à l'ouest de notre continent et enfin, son potentiel maritime est remarquable (le port Constanta, le 2-ème de l'Europe et le 5-ème du monde où on ajoute une forte capacité de transport maritime et de construction de navires marchands).

C'est pourquoi la Roumanie va renforcer son influence dans la région de la mer Noire par une coopération régionale et sous-régionale et, en même temps, elle va poursuivre les démarches nécessaires à l'intégration dans l'Union européenne et dans l'OTAN.

Le titre de cette étude demande à être précisé, il est difficile de limiter la région de la Mer Noire seulement aux pays riverains. D'autre part, pour mieux comprendre l'influence de l'ouverture de la mer Noire et du pétrole de la mer Caspienne sur le développement de la région, il est important d'analyser les intérêts de l'UE et des Etats Unis.

Sauf quelques références historiques, cette étude géopolitique reflète la période récente démarrée à la fin de la « guerre froide ».

---

<sup>1</sup> VALINIKIS Yanis, "La région de la mer Noire - défis et opportunités pour l'Europe", Paris, 1999

## Partie I : Le nouvel espace stratégique de la mer Noire

Par sa position géographique, la région de la mer Noire a constitué au long de toute l'histoire un enjeu stratégique pour des puissances qui pouvaient influencer la situation dans le monde entier et dans cette région directement. Par conséquent, cette région a subi beaucoup de changements profonds de l'équilibre politique et militaire.

Mais, pourquoi cette région présente-t-elle un si grand intérêt géopolitique bien que la mer Noire soit presque fermée (annexe 1) ?

Premièrement, cette région se trouve au carrefour de l'Europe et de l'Asie constituant un espace de la lutte pour le contrôle des voies d'accès et de communication entre ces continents. L'importance stratégique de la région mer Noire vis-à-vis de l'Occident et de l'Europe en particulier, ne peut que s'accroître de façon substantielle au cours des prochaines années. Etant, par sa position géostratégique, une connexion naturelle entre l'Europe et l'Asie ainsi qu'entre l'Asie centrale et le Moyen-Orient, elle constitue un lien commercial essentiel ainsi qu'une importante zone de transit. C'est pourquoi, qu'il s'agisse de son instabilité ou des risques de conflit, de ses ressources énergétiques ou de ses perspectives économiques, cette région ne laisse pas la communauté internationale indifférente.

Deuxièmement, la séparation de ce territoire correspond à l'implantation deux religions principales : Chrétienté et Islam. Au Moyen age, cette situation fut à l'origine de plusieurs guerres dans la région. Aujourd'hui, bien évidemment, la communauté internationale a atteint un niveau de développement et d'intégration bien plus élevé et les différences confessionnelles ne jouent plus le même rôle déterminant dans les contradictions régionales.

Et finalement, la fin de la «guerre froide», suivie du décroisement de la mer Noire, a certes apporté des possibilités de développement économique de cette région mais, également, a fragilisé la sécurité régionale par le déchaînement des tensions interethniques accumulées au long des années de communisme passées dans un système créé artificiellement.

## 1.1. Porte ouverte vers la mer Méditerranée

Dans l'Antiquité, la mer Noire, nommée le Pont-Euxin, était la voie par laquelle Athènes recevait l'essentiel de son ravitaillement en blé. L'Empire romain en contrôla indirectement les côtes par le biais du royaume protégé du Bosphore (en Crimée). Byzance y établit ensuite pour longtemps sa domination, mais l'essentiel du trafic fut, au Moyen Age, contrôlé par les marins italiens de Gênes et de Venise. Après la prise de Constantinople (1453), la mer Noire devint turque, jusqu'à l'arrivée des Russes au XVIIIe siècle sur les côtes septentrionales. La marine russe remporta plusieurs succès contre les Turcs, notamment à Sinope en 1853, mais elle ne put réaliser son objectif de s'ouvrir les détroits, en raison de l'opposition de la Grande-Bretagne, en particulier lors de la guerre de Crimée en 1854-1855.

Durant les années de « guerre froide », la mer Noire a représenté le flanc méridional de l'opposition entre les deux systèmes politiques et idéologiques. La mer Noire était alors si fortement divisée qu'elle avait perdu l'une des vocations essentielles de toute mer : celle de favoriser les échanges.

### 1.1.1 La lutte pour les détroits du Bosphore et des Dardanelles

Toute l'histoire des Etats de l'Europe orientale et, parfois, celle aussi des Etats de l'Europe centrale, a été influencée par la recherche de la maîtrise des détroits de la mer Noire, les Dardanelles et le Bosphore. Chaque fois, pour emprunter la voie terrestre de l'Europe vers l'Asie ou de l'Asie vers l'Europe, il fallait nécessairement traverser ces détroits.

A la fin du XVIIe siècle, la mer Noire formait un espace maritime contrôlé par l'Empire ottoman et le Khanat de Crimée, autant dire qu'elle était un lac musulman. Au siècle suivant, l'environnement géopolitique a changé avec l'arrivée de la Russie décidée à dégager la route vers le Sud, en contrôlant le débouché des fleuves qui irriguaient la partie méridionale de l'Empire des tsars et en repoussant les Turques le plus loin possible. La longue marche de l'Empire des Romanov vers de nouveaux espaces maritimes s'est concrétisée en mer Noire sous Pierre Le Grand. L'acquisition d'espaces maritimes pontins et de ses rivages fut poursuivie pendant deux siècles pour deux motifs géopolitiques fondamentaux. Le premier était, bien sûr, le contrôle de la mer Noire pour elle-même, mais aussi parce que la mer Noire devait être une porte ouverte vers d'autres espaces maritimes et terrestres par le bassin occidental de la mer Noire. La Russie visait à se rapprocher de la Méditerranée, à la fois par le

détroit turc et par le contrôle terrestre des Balkans – Principautés roumaines, Bulgarie, Grèce, etc. Par le bassin oriental, la Russie assurait sa progression vers le Caucase, en s'ouvrant une route à travers les pays chrétiens de la Transcaucasie - Géorgie, Arménie - et au-delà vers l'Est anatolien, en direction de la Palestine et de la Méditerranée orientale ainsi que vers l'Empire perse et l'océan Indien. D'autre part, la course à la Méditerranée qui démarrait par la conquête de la mer Noire, devait se prolonger, pour les stratèges russes, vers la mer Rouge avec le relais de l'Éthiopie chrétienne où la Russie avait posé des jalons depuis longtemps, et au-delà de cette mer Rouge, vers l'océan Indien et un autre grand rêve russe, les Indes<sup>2</sup>.

La Méditerranée pour l'Empire russe constituait, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le principal objectif géopolitique. Celui-ci devait permettre de détruire l'Empire ottoman, de récupérer Constantinople, de désenclaver les détroits turcs, de rivaliser avec la France et l'Angleterre dans cette mer quasi fermée qu'était la Méditerranée, de peser ainsi sur le cours de l'Europe, et en même temps de s'installer en libérateur de la Terre Sainte en Palestine. Or, la condition de toutes ces avancées demeurait le contrôle de la Méditerranée à partir du contrôle de la mer Noire.

Durant la Révolution française, la Russie, qui contrôlait depuis quelques générations la Crimée et la mer d'Azov, ainsi qu'à l'ouest de la Crimée, les embouchures du Bug, du Dniepr, du Dniestr et du Prout, envoya sa flotte dans les îles grecques, en Italie, et attaqua la flotte française en Égypte. C'était là la première manifestation d'un impérialisme naval qui frappa beaucoup les imaginations des dirigeants des puissances occidentales. Avec la fin de l'Empire napoléonien, la mer Noire devait redevenir le centre des préoccupations russes. Saint-Pétersbourg poursuivait son expansion par l'Est et par l'Ouest, provoquant ainsi l'inquiétude de Londres décidé à jouer le maintien de l'Empire ottoman dans le cadre de la protection de la Route des Indes, et celle de Paris soucieuse de se poser en protectrice des chrétiens catholiques de l'Empire ottoman. En même temps, elle commençait à irriter l'Autriche qui commençait à regarder les Balkans et pour qui la mer Noire demeurait la mer où se jetait le Danube, épine dorsale de l'Empire autrichien.

A travers une série de guerres et d'opérations navales et terrestres tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les armées russes s'affrontaient à l'Empire Ottoman, que ce soit dans les Balkans ou sur le littoral de la mer Noire au Caucase. La guerre la plus célèbre de ce siècle fut celle de Crimée où Français et Anglais alliés aux Turcs s'affrontèrent à l'armée russe en mer Noire et

---

<sup>2</sup> THUAL François, *Le desir de territoire*, Paris, 1999, pp 65-71

en mer d'Azov. L'enjeu de ce conflit était les détroits turcs pour empêcher la Russie de s'introduire en Méditerranée.

Après la guerre de Crimée, l'antagonisme entre l'Autriche et la Russie s'accroît. Vienne souhaitait empêcher Saint-Pétersbourg de s'avancer vers l'Adriatique sous l'égide du panslavisme et de la pan orthodoxie. Cette rivalité austro-russe est à l'origine de la Première Guerre mondiale et d'une nouvelle organisation des alliances en Europe orientale, rapprochant l'Autriche de l'Empire Ottoman. En 1914, parmi les buts de guerre de la Russie, figurait la prise de Constantinople, le contrôle du détroit, le dépeçage de l'Empire ottoman et de l'Empire perse. On peut dire que la mer Noire était devenue le principal objectif des ambitions géopolitiques de la Russie, qui comptait annexer toutes les régions du bassin oriental de la Méditerranée après avoir contrôlé la totalité de la mer Noire.

Les premières années de la guerre semblèrent favorables la Russie, mais la Révolution de 1917 et la défaite de l'armée roumaine se traduisirent par un retour en force des Empires Centraux sur les deux rives de mer Noire. En 1918, Allemands et Turcs sont en Géorgie, et Allemands et Autrichiens sont présents en Roumanie occupée, sauf la Moldavie, et dans l'Ukraine. La défaite des Empires Centraux sur le front occidental en France devait mettre un terme à cette poussée orientale austro-germano-turque. Désormais, la mer Noire devenait le lieu d'une présence franco-anglaise des puissances de l'Entente, décidée à combattre la révolution russe. La Grande-Bretagne s'était réservé les pays caucasiens de la mer Noire et la France elle, visait la Crimée, l'Ukraine et la Roumanie, à la suite d'un accord avec Londres<sup>3</sup>.

La victoire de la révolution communiste et de la révolution kémaliste devait stabiliser pour une vingtaine d'années la situation géostratégique de la mer Noire. Le pouvoir soviétique avait repris le contrôle de la frontière de la Bessarabie jusqu'à la frontière turco-géorgienne du littoral de la mer Noire. La Turquie avait réussi à stabiliser sa présence en évinçant la jeune Arménie en accord avec Staline et en expulsant les Grecs de la Turquie européenne qu'elle avait réussie à récupérer. Entre les deux guerres mondiales, l'URSS et la Turquie, sans être alliées, pratiquèrent une politique de bon voisinage, principalement dirigée contre les puissances occidentales.

---

<sup>3</sup> MASSON Philippe, « La marine française et la mer Noire (1918-1919) », Paris, 1982, p 669.

### 1.1.2 Le flanc méridional de l'opposition est - ouest

La Deuxième Guerre mondiale devait ramener la mer Noire sur le devant de la scène géostratégique. Les forces allemandes présentes en Bulgarie et en Roumanie avancèrent profondément en URSS, se dirigeant vers le Caucase, la mer Caspienne, avec la volonté de s'emparer du pétrole de Bakou et à plus long terme du pétrole de l'Iran. La Turquie a su rester neutre malgré la grande pression allemande. Sa non-participation au dépeçage de l'Union soviétique sauva ainsi les acquis de la révolution kémaliste.

En 1945, la victoire soviétique réactivait le rêve méditerranéen de l'URSS. Le début de la guerre froide et la crise de Tito devaient empêcher l'Union soviétique de réaliser ses intentions méditerranéennes (présence en Adriatique grâce en Yougoslavie). Moscou dut se contenter de récupérer la plus grande partie des côtes de la mer Noire, à l'exception des côtes turques.

Les années 50 transformèrent la mer Noire en une des principales zones d'affrontement de la guerre froide. La Turquie qui contrôlait toujours les détroits, en adhérant à l'OTAN, fournissait à l'Alliance un moyen de surveillance majeur de l'Union soviétique. Malgré cette situation de voisinage de deux blocs qui constituaient les piliers du système bipolaire de sécurité mondiale et qui entretenaient toujours des tensions conflictuelles un certain équilibre a été préservé. Durant toute la guerre froide, la Roumanie a su mettre en valeur ses avantages géostratégiques maritimes. En développant les capacités portuaires, la flotte marchande et les chantiers navals, la Roumanie est devenue l'un des plus importants partenaires maritimes de la mer Noire.

La désintégration de l'Union soviétique va modifier de nouveau le paysage géostratégique de la région. Premièrement, la mer Noire est de nouveau ouverte au monde et deuxièmement se retrouve bordée de nouveaux états qui ont réussi à se débarrasser de la tutelle de la Russie post soviétique (à voir l'Annexe 1). En conséquence, la Fédération de Russie ne contrôle qu'un segment assez court du bassin oriental de la mer Noire. Mais là n'était pas le seul facteur le plus important de cette mutation. Dans la situation actuelle, il y en a d'autres : l'émergence des conflits ethniques, les difficultés économiques, la lutte pour l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne, les réfugiés et l'immigration forcée, l'aggravation des atteintes à l'environnement, les trafics illicites, etc.

Après les événements du 11 septembre, la région a gagné en importance grâce à sa position favorable aux actions envisagées par les Américains contre les pays asiatiques suspectés de terrorisme.

C'est dans ce contexte que la Roumanie et la Bulgarie ont la possibilité d'augmenter leurs chances d'intégrer l'OTAN et d'offrir aux alliés une position favorable face à la Russie dans la mer Noire.

### 1.1.3. Les nouveaux voisins de la mer Noire

L'effondrement de l'empire soviétique a modifié également le voisinage de la mer Noire. Auparavant, il y avait quatre états (Bulgarie, Roumanie, URSS et Turquie), aujourd'hui on peut compter six : Bulgarie, Georgie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine. Les nouveaux venus sont : Georgie, Russie et Ukraine. Donc le paysage géostratégique s'est modifié et, contrairement aux espérances de bonheur et de liberté, de nouveaux problèmes sont apparus. Ainsi les plus importants sont ceux de la prolifération de nouveaux Etats, accompagnée des conflits identitaires et du partage de l'héritage et des biens de l'ex-URSS (à voir les querelles de Caucase, le partage de la Crimée et de la flotte soviétique entre la Russie et l'Ukraine), et de l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne. Mais, il y a aussi des conséquences très intéressantes de point de vue stratégique : la mer Noire s'est ouverte vers le monde, la Russie a du mal à retrouver sa position dominante, la Turquie n'a pas su profiter de cette situation et la région, par son potentiel économique et sa position stratégique, est devenue plus attractive pour l'Occident et les autres acteurs mondiaux importants. Parce que la Russie et la Turquie sont traitées séparément, l'étude continuera avec la Géorgie et l'Ukraine.

**La Géorgie** – ce pays qui compte environ 5,5 millions d'habitants, dont les Géorgiens sont majoritaires (70%), fait partie de la région du Sud Caucase, située à l'Est de la mer Noire. Cette région, regroupant l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie a un potentiel croissant et une grande importance stratégique<sup>4</sup>. Elle est connue depuis des siècles comme un carrefour de populations et de cultures.

Au cours des dernières années, la Géorgie a dû faire face à des nombreuses revendications séparatistes en Ossétie du Sud et en Abkhazie. La situation actuelle semble évoluer vers la stabilité politique, ce qui offre une chance de retrouver le dynamisme économique que la violence avait gravement compromis.

Reconnaissant le potentiel de la région, l'UE parraine le projet « TRACECA », qui vise à recréer l'ancienne « route de la soie ». Ce trajet, Europe – Caucase – Asie centrale, va être la voie la plus courte entre l'Europe et l'Extrême-Orient et aura une importance considérable

---

<sup>4</sup> Revue de l'OTAN, no. 1, 1999

non seulement pour les pays du Sud Caucase mais, également, pour ceux d'Asie centrale et de la région de la mer Noire. De plus, il va favoriser la coopération régionale et non la dispute.

**L'Ukraine** – avec une superficie de 603 700 km<sup>2</sup> et une population de 49,6 millions habitants, est le plus vaste pays de l'Europe après la Russie. Il faut préciser qu'il se trouve parmi les anciennes républiques soviétiques qui ont été favorisées après le démantèlement de l'URSS. Ainsi l'Ukraine a hérité de presque 1 /3 de sa superficie (158 700 km<sup>2</sup>) par rapport à 1939.

Actuellement elle est confrontée à une grave crise économique et une avance très lente vers la démocratie en raison d'une classe politique qui conserve des mentalités profondément marquées de l'idéologie soviétique. En plus, il existait des problèmes délicats de partage de la flotte militaire et des bases navales de la mer Noire avec la Russie, qui semblent résolus. Egalement, le démantèlement des armes nucléaires, qui demande des ressources financières considérables, représente un défi important pour cet Etat.

Dans l'espace de la mer Noire, l'Ukraine cherche à jouer un rôle important et semble ouverte à la coopération régionale. Ainsi, l'Ukraine participe à des initiatives de coopérations comme l'OCEMN, GUUAM, etc. Selon les déclarations des politiciens ukrainiens, l'Ukraine n'a pas d'intérêts en de hors de la mer Noire et ni la volonté de détenir des forces stratégiques<sup>5</sup>. En tout cas, les rapports entre l'Ukraine et la Russie auront un poids important dans le climat géostratégique de la mer Noire des prochaines années.

## 1.2. Entre stabilité et instabilité - les effets de la mondialisation

Depuis la chute du mur de Berlin, la zone de la mer Noire est devenue de nouveau ouverte au monde. A ce moment là, la disparition du système mondial bipolaire par désagrégation de l'URSS, a fait naître beaucoup d'espérances de liberté et de mieux vivre au sein des anciens peuples intégrés de force. En réalité, les tensions accumulées pendant la période de la guerre froide à cause de la politique soviétique de dénationalisation, de centralisation économique excessive et de militarisation ont éclaté avec une force incroyable au début des années '90. En raison de l'ouverture des frontières et, évidemment, du marché, elles ont été accompagnées des effets négatifs de la mondialisation : effondrement économique-social grave, trafic de drogues, d'armement, de personnes, etc. Ainsi, plusieurs conflits ethniques sanglants ont ravagé la région et ont choqué le monde entier par leurs

conséquences : nombre de victimes innocentes, le niveau des dégâts collatéraux provoqués et les immigrations forcées.

L'intervention des organismes internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux (l'ONU, l'OSCE, les Médecins sans frontières, la Croix rouge, etc.), et les initiatives de coopération, régionales et sous-régionales (l'OCEMN, GUUAM, etc.), ont réussi à rendre la situation un peu plus stable.

### 1.2.1. Les problèmes économiques-la lutte pour l'acheminement du pétrole

Le potentiel économique et les ressources naturelles considérables de la région, notamment les ressources énergétiques du pourtour de la mer Caspienne, présentent pour l'Occident un intérêt stratégique croissant<sup>6</sup>. Dans un avenir proche, la stabilité de la région de la mer Noire dépendra considérablement du développement économique et de l'acheminement des ressources énergétique de la mer Caspienne. La question qui se pose est : l'économie est-elle un facteur de division ou de stabilité, puisque l'énergie peut aussi bien encourager la coopération qu'être une pomme de discorde ?

En ce qui concerne le pétrole, les ressources de la région sont comprises entre 70 milliards de barils, au bas mot, et 200 milliards de barils de réserves pétrolières récupérables - une quantité plus importante que les réserves combinées de la mer du Nord et du versant nord de l'Alaska<sup>7</sup>. Ces quantités représentent potentiellement les réserves pétrolières les plus vastes du monde et une source fondamentale d'énergie pour l'Occident au cours du siècle prochain. Les opportunités offertes de gagner des devises sur le marché mondial sont considérables, donc les enjeux politiques sont aussi importants. Dans la mesure où l'on prévoit que la demande mondiale de pétrole augmentera d'au moins un tiers d'ici 2010 (entre 92 et 97 millions de barils par jour) du fait du développement économique et de l'accroissement de la population, les fournisseurs de pétrole du Golfe devront satisfaire 60% des demandes d'importation mondiale. La région Caspienne a suffisamment de pétrole pour compléter celui du Golfe si les problèmes politiques et économiques d'acheminement sont résolus.

L'absence d'accord sur le statut juridique de la mer Caspienne et la division territoriale des fonds marins ont été toujours des sources de conflit entre les Etats riverains. La Russie et l'Iran, qui la considèrent comme une entité entourée de terre, ont été, au début, en faveur d'une

---

<sup>5</sup> Vam Traian Atanasiu, "Puterea maritima si diplomatie navala", Bucuresti, 1998

<sup>6</sup> Aymeric Chauprade, Géopolitique, Paris, 2001

<sup>7</sup> The Economist, le 7 février 1998

appartenance et d'une production commune ; l'Azerbaïdjan prône, quant à lui, une division des fonds marins en zones nationales déterminées par les frontières terrestres et depuis peu de temps, la Russie a adhéré à son point de vue.

Le volet le plus problématique de la question demeure, néanmoins, le type d'acheminement de l'or noir (les annexes 6 et 7). Les oléoducs et les gazoducs ayant été construits pour servir le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), ils ne répondent pas aux besoins et ne sont pas adaptés aux principaux marchés. En conséquence, des projets concernant de nouveaux oléo/gazoducs sont à l'examen. Ces propositions comprennent le renforcement de la capacité des réseaux existants et la réorientation de l'acheminement en direction des nouveaux marchés. Elles ont un impact direct sur les intérêts de nombreux pays, et revêtent ainsi une importance géopolitique majeure.

La construction de plusieurs oléo/gazoducs est étudiée, dont les plus importants sont :

- Oléoducs : (1) Tengiz - Novorossiysk ; (2) Bakou - Grozny - Novorossiysk ; (3) Bakou - Supsa (Géorgie) ; (4) Bakou - Ceyhan (Turquie) ; (5) Uzen (Kazakhstan) - Turkménistan - Iran ; (6) Uzen - Karamaï (Chine occidentale) ;
- Gazoducs : (1) Turkménistan - Iran - Turquie ; (2) Turkménistan - Afghanistan - Pakistan ; (3) Dzhubga (Russie) - Samsun (Turquie) sur le fond marin de la mer Noire.

L'acheminement du pétrole pourrait théoriquement se faire dans n'importe quelle direction. Les oléoducs du Sud et de l'Est pourraient alimenter les marchés asiatiques. L'Iran est déjà doté d'un vaste réseau, et le Golfe est considéré comme une voie de passage satisfaisante. Le gouvernement américain continue de faire pression pour qu'un oléoduc soit construit entre l'Azerbaïdjan et la Méditerranée en passant par la Géorgie et la Turquie (route Bakou-Ceyhan). Cet oléoduc relierait l'Azerbaïdjan et la Géorgie à l'Occident, et serait une bénédiction pour la Turquie, allié essentiel de l'OTAN dans la région. La rentabilité commerciale de ce projet est douteuse et demanderait un financement immense. Il est moins favorable qu'un oléoduc passant par l'Iran qui nécessite un processus de réconciliation fondé sur des intérêts communs<sup>8</sup>. Mais l'Azerbaïdjan se méfie lui aussi de l'Iran, et cette option accroîtrait la dépendance vis-à-vis du Golfe. Un oléoduc oriental passant par la Chine n'est pas considéré par les experts industriels comme rentable sur le plan commercial, mais celle-ci pourrait néanmoins prendre une décision stratégique en le construisant malgré tout. La Russie, privilégiant un acheminement plus septentrional, a proposé de construire un oléoduc

---

contournant la Tchétchénie. L'Azerbaïdjan craint, quant à lui, que les Russes ne disposent ainsi d'un moyen d'étranglement et les compagnies pétrolières s'inquiètent pour la sécurité.

L'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et les Etats-Unis préfèrent les voies d'acheminement occidentales. Cette option présuppose la construction d'un oléoduc sophistiqué en direction du port géorgien de Supsa, puis le transport par pétroliers. Mais la Turquie estime que le Bosphore est saturé et ne pourrait faire face à l'impact d'un trafic accru sur la sécurité et l'environnement de la région d'Istanbul. Une autre possibilité serait de construire une dérivation de Bourgas (Bulgarie) à Alexandrie (Grèce)<sup>9</sup> ou un oléoduc de Bakou à Ceyhan sur la côte méditerranéenne. Mais ce dernier traverserait l'instable Kurdistan.

Les oléo/gazoducs sont, par leur importance, des cibles idéales pour les attaques terroristes, lesquelles non seulement peuvent interrompre l'approvisionnement lui-même mais aussi peuvent rendre ces voies d'acheminement moins intéressantes par rapport à d'autres formes de transport. Mis à part la question de la rentabilité, la sécurité de chaque structure est donc un paramètre clé pour les investisseurs concernés.

La Russie cherche à optimiser l'exploitation de l'oléoduc existant entre Bakou et Novorossisk. Tout en poursuivant ses recherches sur les différentes options possibles, l'Azerbaïdjan International Operating Company (AIOC) a commencé en 1997 par l'acheminement de ce pétrole de Bakou à Novorossiysk. Moderniser cette infrastructure revient bien moins cher que construire un nouvel oléoduc traversant la Géorgie, sans parler du projet difficile techniquement et encore plus coûteux (2,9 milliards de dollars) prévoyant l'acheminement de l'or noir à travers la Turquie.

Si la Russie préfère qu'un nouveau réseau passe par son territoire, les pays de la région souhaitent, quant à eux, diversifier leurs exportations en dehors de la Russie pour renforcer leur autonomie économique et géopolitique.

Des oléoducs non russes rapprocheraient encore davantage les Etats ex-soviétiques de sphères d'influence, américaines entre autres. La Turquie et l'Iran manifestent un intérêt pour l'itinéraire proposé sur leur territoire. Pour des raisons essentiellement stratégiques, le gouvernement américain penche pour la Turquie, même si les compagnies se préoccupent du coût et de la vulnérabilité de cette option vis-à-vis de la rébellion kurde. Suite à une initiative

---

<sup>8</sup> KINZER Stephen, "A New Big-Power Race Sarts on a Sea of Crude", New Times, 24 janvier 1999

<sup>9</sup> Le projet d'oléoduc Bourgas - Alexandrie a fait suite à une déclaration de la Bulgarie, de la Grèce et de la Russie sur la nécessité de créer une entreprise conjointe (joint venture), le TransBalkanNefit JV. La Russie participerait à hauteur de 50%, les contributions de la Bulgarie et de la Grèce seraient de 25% chacune, le coût du projet s'élevant à 800 millions de dollars.

turque, les ministères des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, du Turkménistan, du Kazakhstan, de Géorgie et de Turquie ont signé, en mars 1998, un accord par lequel ils affirmaient leur appui à un réseau Est-Ouest passant par la Turquie afin d'acheminer à l'Ouest le pétrole et le gaz provenant de cette région riche en ressources énergétiques<sup>10</sup>.

Quant à la Roumanie, le transport du pétrole de la mer Caspienne vers l'UE, par la Roumanie, offre les avantages d'utiliser une infrastructure qui existe en grande partie, la possibilité d'approvisionner les raffineries de Hongrie, de Tchéquie et de Slovaquie et d'y brancher l'Allemagne et l'Autriche. Aussi, le Premier ministre roumain a ajouté, lors de l'ouverture du sommet Black Sea Oil and Gas, le 23 avril 2002, que la conduite alternative Constanta-Omisalj (Yougoslavie), qui a besoin de seulement de 430 km, peut assurer facilement la liaison avec le terminal à Trieste. Cette alternative n'est pas à la concurrence avec les autres, elle représente une solution complémentaire.

### 1.2.2. Les confrontations ethniques

La région de la mer Noire a une propension à générer des affrontements, qu'il s'agisse à l'ouest de la crise de l'ex-Yougoslavie ou, à l'est des confrontations ethniques ou de la richesse en pétrole du Caucase et de la mer Caspienne. Depuis la désintégration de l'URSS, plusieurs conflits ont éclaté, conduisant à l'instabilité et soulevant la question de la sécurité dans la région de la mer Noire.

Alors que le système communiste avait les moyens de réprimer les conflits existants dès les signes avant-coureurs ou de les régler à huis clos, l'effondrement de l'Union soviétique a inévitablement ouvert la porte à des demandes conflictuelles qu'aucun mécanisme diplomatique n'était réellement préparé à traiter efficacement. La question des frontières nationales et des prétentions territoriales en particulier a été d'autant plus compliquée que certains nouveaux Etats indépendants (NEI) ne sont pas parvenus à définir leurs frontières, et qu'aucun contrôle des forces armées n'est exercé.

Les confrontations ethniques sur l'ancien territoire soviétique ont à l'origine deux causes. D'abord on trouve la politique stalinienne de dénationalisation par transfert de population d'un endroit à l'autre poursuivant le principe « divide et impera » et ensuite l'extrême diversité de la population. En fait, il s'agit de plus de vingt minorités et nationalités différentes. Celles-ci sont, en outre, dispersées sur le sol de plusieurs pays où elles jouent

---

<sup>10</sup> BARHAM J., "Turkey build pipeline accord", Financial Times, 13 mars 1998

fréquemment un rôle politique, économique, etc. non négligeable<sup>11</sup>. Les frontières administratives et nationales sont souvent en décalage avec les territoires spécifiques qui, aux yeux de la population locale, reviennent à certaines minorités (Ingouchie et Ossétie du Nord). La quête, par de petites communautés ethniques, des attributs liés à la nationalité se heurte aux frontières déjà établies et a été exacerbée par des migrations forcées ou spontanées. Dans certains pays, l'opinion publique n'a jamais renoncé à la restitution des territoires perdus à un moment ou à un autre de l'histoire.

Dans ce contexte, l'émergence de nouveaux Etats dans la région de la mer Noire représente une évolution géostratégique majeure vers d'autres rapports inter étatiques, mais qui sont accompagnés de beaucoup de problèmes. Ainsi l'Ukraine, en tant qu'Etat indépendant, et la Russie se sont opposées sur différentes questions : la flotte de la mer Noire, la division des anciens territoires soviétiques, le remboursement de la dette internationale, l'approvisionnement en énergie, la forme de la CEI ainsi que le contrôle et la possession des armes nucléaires. La Crimée est et restera au cœur de la relation entre la Russie et l'Ukraine ; elle est connue pour son enchevêtrement ethnique. L'avenir de la flotte de la mer Noire a été réglé par la signature d'un Traité d'amitié le 30 mai 1997, mais la relation "suzerain-vassal" entre Moscou et Kiev pourrait bien se transformer au fur et à mesure en une nouvelle lutte économique.

Le cas de la Moldavie contient certains ingrédients majeurs de la politique russe vis-à-vis des NEI : importante population russophone, dépendance économique et engagement militaire de la Russie. La querelle entre les Moldaves et les russophones concernant la Transnistrie a dégénéré en lutte armée et a conduit à l'instabilité régionale.

Les difficultés économiques aggravent l'instabilité dans la région. La plupart des nations de la mer Noire sont frappées par la crise. Les Etats de la région n'ont progressé que récemment en matière de réforme économique<sup>12</sup>. Les obstacles sont d'ordre à la fois macro-économique et structurel.

---

<sup>11</sup> Par exemple, les Russes d'origine représentent 22% de la population ukrainienne, 13% de celle de la Moldavie et 8% de la population géorgienne. De nombreux Ukrainiens de souche résident sur des territoires adjacents à leur pays. 300 000 d'entre eux vivent donc dans la région adjacente de Rostov et 600 000 en Moldavie.

<sup>12</sup> Annexe 2, Les indices de développement

### 1.2.3. L'immigration forcée

Le démantèlement de l'ex-URSS, accompagné par un cortège des situations conflictuelles et des difficultés économiques, a provoqué un grave problème de réfugiés et d'immigration forcée. La population, la plus touchée, a été la population russe. C'est le résultat de la politique stalinienne de créer des frontières artificielles en mélangeant des populations pour mieux les maîtriser. Il y n'a aucune ancienne république qui n'ait une minorité d'autres ethnies. C'est pourquoi la situation dans l'espace de l'ex-URSS est devenue si instable. Les combats en Ossétie du Sud (1991) et en Abkhazie (1992/93) ont provoqué le déplacement de 280 000 personnes d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et de Géorgie, y compris 40 000 personnes déplacées en 1998 dans l'ouest de la Géorgie<sup>13</sup>. Ces dernières années, la Russie a reçu à elle seule environ cinq millions de personnes, essentiellement des Russes d'origine, déracinés de la CEI et des pays Baltes. 150 000 d'entre elles ont été déplacées de Tchétchénie, 23 000 de l'Ossétie du Nord, 29 000 étaient des réfugiés géorgiens et 20 000 Meskhets. Les tensions interethniques en Azerbaïdjan et en Arménie associées au conflit du Nagorno-Karabakh<sup>14</sup> ont engendré une vague de réfugiés de plus de 330 000 Arméniens d'Azerbaïdjan en 1988 - 1992. Le HCR fait état de 620 000 personnes déplacées en Azerbaïdjan, de 180 000 réfugiés azéris d'Arménie et de 45 000 réfugiés meskhets d'Ouzbékistan et demandeurs d'asile venant de l'extérieur de la CEI pour demander aide et protection.

De plus, l'incapacité organisationnelle des autorités, le manque de ressources économiques et financières pour fournir une assistance sociale appropriée aux réfugiés a inévitablement conduit au désordre, offrant lui-même un terrain fertile à la criminalité organisée. Ce danger est réel et la région, située au carrefour des routes commerciales de l'Asie vers l'Europe, risque fort de devenir un véritable paradis pour les trafics internationaux de stupéfiants.

### 1.2.4. La situation militaire de la région

La région de la mer Noire comprend des Etats dotés des forces armées parmi les plus importantes d'Europe : Russie, Turquie et Ukraine. Toutes les tensions évoquées antérieurement pourraient être accrues par les disparités en termes de puissance militaire. Les autres pays disposent d'un potentiel réduit et sont peu susceptibles de consacrer des crédits

---

<sup>13</sup> "Operations in Georgia", Global Appeal, Genève, 1999

<sup>14</sup> "Operations in Armenia", Global Appeal, Genève, 1999

importants à la défense. La Moldavie, en particulier, s'est retrouvée virtuellement dépourvue de forces armées après l'effondrement des régimes communistes.

Il faut préciser que, malgré au nombre impressionnant des moyens militaires affichés, leur capacité opérationnelle est devenue souvent symbolique en raison du manque de ressources financières et matériels nécessaires à assurer leur fonctionnement. Donc on peut estimer de ce point de vue que les éventuels conflits seront moins catastrophiques.

Si l'on a pu observer une diminution de la puissance militaire de certains pays après l'effondrement de l'URSS (l'abandon par l'Ukraine de son potentiel nucléaire est un exemple parlant), d'autres ont fait un choix opposé (annexe 3). Plusieurs Etats (Azerbaïdjan surtout) ont développé d'importants arsenaux. Ils ont acquis des armes, ont créé des capacités locales de production et des systèmes d'armes sophistiqués ont été acquis<sup>15</sup>. Les NEI ont réalisé que la faiblesse coûte cher : face à une menace venant de l'extérieur comme de l'intérieur, certains d'entre eux devront peut-être faire appel à la Russie.

Les alliances militaires sont un autre élément important. La Russie a des accords militaires avec l'Arménie et la Géorgie<sup>16</sup>. La Grèce et la Turquie sont membres de l'OTAN, et la Bulgarie ainsi que la Roumanie aspirent également à ce statut. En 1997, la Russie a quant à elle signé avec l'OTAN l'Acte fondateur sur les relations mutuelles, la coopération et la sécurité<sup>17</sup>. Pour l'Ukraine, devenir membre de plein droit de l'OTAN n'est pas encore une perspective réaliste. Kiev a signé avec l'OTAN, le 9 juillet 1997, une "Charte de partenariat spécifique" n'incluant pas de garantie de sécurité purement militaire (hard security). C'est pourquoi l'OTAN considère l'Ukraine comme un facteur de l'instabilité en Europe centrale et orientale et fait des efforts pour réduire ses arsenaux nucléaires (menace de prolifération), et ses capacités énergétiques nucléaires (menace d'endommager l'environnement).

Préoccupés de la sécurité des itinéraires de transit énergétique, six pays de la mer Noire (Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine) sont en train de négocier un projet pour créer une force navale commune, BLACKSEFOR, qui doit intervenir rapidement en cas d'accidents maritimes et assurer la sécurité du trafic pétrolier et gazier dans la région<sup>18</sup>.

---

<sup>15</sup> SHAKOOR A. "The US Interest and its Security polices", Eurasian Studies, vol. 2, p. 17, 1995

<sup>16</sup> FULLER E., "Transcaucasus-Doomed to Strategic Partnership", Transition, vol. 2, p. 29, 1996

<sup>17</sup> Cahier de Chaillot, no. 31, avril 1998

<sup>18</sup> Ministerul Apararii Nationale, Cooperarea militara internationala, <http://www.mapn.ro>, 03 janvier 2002

### 1.2.5. Les problèmes écologiques

Comme d'habitude un malheur n'arrive jamais seul : l'espace de la mer Noire est confronté à une grave pollution qui peut aussi aggraver les tensions interétatiques de la région.. Cet événement a plusieurs causes, dont les plus importantes sont : les rives peuplées de plusieurs milliers d'habitants, la diminution des ressources par une politique de surexploitation et de développement à court terme et, en plus, la mer a été utilisée comme une poubelle pour les déchets humains et industriels rejetés dans les fleuves qui l'alimentent – le Danube, le Don et le Dniestr. Par exemple, neuf pays européens profitent des eaux du Danube pour se débarrasser de leurs déchets industriels liquides. En revanche, un seul d'entre eux, Allemagne, utilise un système de protection antipollution.

L'ouverture récente de la mer Noire vers le monde pose aussi des problèmes en ce qui concerne la sécurité écologique liée à l'augmentation du trafic maritime et de l'évacuation du pétrole de la mer Caspienne. Est-ce qu'on va assister à une hausse ou une baisse de la pollution ?

De plus, le désastre écologique est amplifié à cause d'un phénomène particulier qui se manifeste seulement dans la mer Noire<sup>19</sup>. En fait, il s'agit de l'absence des courants de l'eau verticaux qui, dans toutes les mers et les océans du monde, oxygènent les couches inférieures de l'eau, en permettant la vie de tous les animaux marins. Ce phénomène rend le processus naturel de nettoyage de la mer Noire très difficile, de longue durée et très coûteux. En même temps, il exige une action concertée de la part des pays riverains et des organisations internationales.

## 1.3. Les acteurs importants de la région

L'espace géopolitique de la mer Noire a représenté depuis toujours une tentation pour les acteurs locaux et internationaux. Les enjeux ont été différents en fonction de la période historique analysée. Les Grecques de l'antiquité ont cherché à profiter du commerce. Les Ottomans ont transformé la mer Noire dans un lac privé par la maîtrise des détroits Bosphore et Dardanelles. Les Russes de Pierre le Grand et puis les Soviétiques ont cherché à gagner le

---

<sup>19</sup> DUMITRASCU I., "L'avenir de la Mer Noire", La Tribune, no. 10, 1997, p. 37-40.

libre accès à la mer Méditerranée sur la terre et sur la mer. De plus, celui qui a dominé la mer Noire a dominé tout l'espace d'alentour et a bénéficié de toutes ses richesses. C'est pourquoi les puissances occidentales ont été toujours présentes dans cette région.

Lors de la période de la guerre froide, la mer Noire a été fermée et presque oubliée à cause de sa position située à la frontière entre les deux systèmes opposés (capitaliste et communiste). Aujourd'hui cet espace, grâce à son ouverture et par ses richesses, en particulier le pétrole, par son importance comme segment appréciable du marché mondial, par sa position géostratégique de tremplin vers le Proche Orient et Asie et aussi par la situation conflictuelle qui préoccupe le monde, est devenu un enjeu pour les acteurs de la zone et ceux internationaux. Quels sont les principaux acteurs et leurs enjeux dans la région ? Qu'est que c'est plus important, la stabilité de la région ou les ressources énergétiques ? Par leurs réponses, ces questions peuvent nous apporter un éclairage complémentaire sur l'avenir de la mer Noire.

### 1.3.1. Russie - Un débouché maritime vers le monde

La région de la mer Noire est cruciale pour la politique étrangère de la Russie étant donné son rôle géopolitique et les intérêts spécifiques de Moscou pendant la difficile période de transition.

Plusieurs raisons expliquent l'intérêt de la Russie pour cette zone. D'abord, Moscou a toujours considéré cette région comme une porte ouverte sur les océans. Ensuite, la région constitue également une ligne de sécurité naturelle pour la Russie or elle semble marquée par un ensemble de facteurs potentiellement déstabilisants (situation alarmante en Transcaucasie et en Ciscaucasie, crises larvées dans les Balkans, question kurde, situation chargée en ce qui concerne l'Iran et l'Irak, etc.). La Russie assiste à une mutation de l'environnement géopolitique dans la région de la mer Noire, lequel se caractérise par un nombre accru d'acteurs internationaux. Tout en lui accordant la priorité politique, sa faiblesse actuelle et sa présence réduite en mer Noire limitent ses capacités ; les côtes héritées de l'URSS représentent une augmentation de 30% seulement. La Russie n'a acquis que vingt des principales villes côtières et un seul port performant sur le plan technologique (Novorossisk).

La Russie a néanmoins transmis des signaux ambigus imputables aux luttes intestines et au jeu des groupes de pression ou d'intérêt qui tiraillent le gouvernement. La Ciscaucasie la

préoccupe particulièrement dans la mesure où elle la considère comme une question exclusivement interne. La Russie est très attentive à la question tchéchène, importante non seulement pour son intégrité territoriale mais aussi pour des raisons géoéconomiques étant donné que le seul oléoduc pouvant transporter le pétrole de la mer Caspienne vers la Russie traverse cette République. Elle s'efforce d'accroître sa présence militaire en Transcaucasie, comme elle l'a fait en Arménie et en Géorgie, et comme elle tente de le faire en Azerbaïdjan, par le biais d'un bail pour la station radar de repérage des missiles à Gebele, lien vital pour le système de défense aérien de la CEI.

Alors que la Russie considère la Ciscaucasie comme une question mettant en cause son intégrité territoriale, la Transcaucasie est un territoire où elle a perdu son pouvoir mais où elle s'efforce d'accroître son influence sur l'évolution de la région, elle se sent dans l'obligation d'agir pour lutter contre les tentatives faites dans le contexte international pour l'enfermer dans ses propres frontières ou d'empiéter sur ce qu'elle considère comme ses intérêts légitimes en empêchant la mosaïque ethnique de la Ciscaucasie de se désintégrer<sup>20</sup>.

Dans cette perspective, la Russie a donc réagi négativement à certaines initiatives régionales, telles que la formation de GUUAM (Géorgie - Ukraine - Ouzbékistan - Azerbaïdjan - Moldavie), le marché commun Transcaucasie-Eurasie et l'Organisation de la Coopération Economique de la mer Noire (OCEMN), considérées comme des politiques anti russes et des menaces potentielles pour l'intégrité de la CEI<sup>21</sup>.

La Russie jouera probablement un rôle important dans la région, notamment dans le domaine de prévention et gestion des conflits armés. Ainsi, la Russie domine dans toutes les missions de maintien de la paix déroulées dans le cadre de la CEI<sup>22</sup>.

Certains signes montrent que ses faiblesses internes et les bouleversements de la Ciscaucasie l'incitent encore, plus que par le passé, à satisfaire ses intérêts dans la mer Noire et dans le Caucase en coopération, plutôt qu'en concurrence, avec les principaux pays occidentaux. Les efforts pour régler la guerre au Nagorno-Karabakh en témoignent.

---

<sup>20</sup> ZAITSEV A., "Russia and Transcaucasia", International Affairs, vol. 43, p.45, Moscou, 1997

<sup>21</sup> SEBE Charles, "Les pays de la mer Noire dans la crainte des conflits à venir", Paris, 1996

<sup>22</sup> Les membres de la CEI ont adopté en mars 1992 un "accord sur les groupes d'observateurs militaires et de maintien de la paix collectif dans la CEI" ; cet accord, fondé sur les dispositions des Nations unies et de l'OSCE, considérait le maintien de la paix comme applicable seulement lorsque les parties au conflit avaient donné leur accord préalable et étaient parvenues à s'entendre pour mettre fin aux hostilités.

### 1.3.1. Etats-Unis – Une approche des espaces autrefois interdits

Pour les Etats-Unis, la région de la mer Noire représente un enjeu spécial, qui a beaucoup augmenté après les événements du 11 septembre 2001. Il s'agit non seulement de ses ressources énergétiques auxquelles ils accordent une attention très importante, mais aussi de sa position géostratégique particulière qui peut devenir une base pour la lutte contre le terrorisme. En outre, cette région reste un indicateur de la volonté éventuelle de la Russie d'étendre à nouveau son influence au continent eurasiatique.

Dans cette région, les Américains poursuivent trois objectifs politiques : premièrement appuyer la souveraineté et l'indépendance des *Nouveaux Etats indépendants*, deuxièmement s'engager dans la production et l'exportation du pétrole et troisièmement réduire la dépendance future vis-à-vis du pétrole du Golfe persique.

L'approche américaine s'est fondée sur le principe de l'équilibre de la puissance. Tout en étant une force motrice de la politique des Etats-Unis, la quête de nouvelles sources d'hydrocarbures a témoigné de leur volonté d'entrer plus ouvertement en concurrence avec la Russie et les autres puissances pour avoir la mainmise sur la région Caucase - mer Caspienne. Cette attitude traduit aussi une priorité accrue accordée à l'aide des Etats ex-soviétiques indépendants d'Asie centrale pour qu'ils puissent affirmer leur indépendance vis-à-vis de la Russie.

Les Etats-Unis se sont efforcés également de contribuer au règlement des conflits, ayant entre autres pour objectif d'assurer un environnement stable à leurs investissements dans le domaine de l'énergie.

L'augmentation de la demande mondiale pétrolière et la dépendance accrue du Golfe ont poussé les Etats Unis à chercher l'accès à tout un éventail de nouvelles sources d'énergie. C'est dans ce contexte que devrait être vue leur orientation actuelle de la politique étrangère.

Ainsi, le choix américain d'isolement de l'Iran est considéré comme un échec. Des compagnies multinationales, entre autres européennes et russes, ont violé l'embargo imposé à Téhéran et se sont réservé des transactions lucratives ainsi qu'une place de choix dans l'ensemble de ces marchés et de ces itinéraires. Les désaccords politiques entre l'UE et les Etats-Unis incitent également Washington à adopter une nouvelle politique en Iran. Les lobbies des producteurs américains d'énergie exercent des pressions pour mettre fin aux sanctions. Dans son rapport annuel faisant état de la situation énergétique mondiale pour l'année 2001-2002, la compagnie pétrolière Britannique, Amoco British Petroleum, dresse un

état de lieu alarmant : « ... les Etats Unis détiendraient moins de 3 milliards de tonnes de pétrole en réserves nationales, ce qui leur permettre de tenir exactement 8,5 ans, en gardant le rythme d'extraction actuel... ». Les autorités plaidaient également pour un processus de réconciliation fondé sur « un nombre impressionnant d'intérêts communs » avec l'Iran. La décision prise par Washington en avril 1999 d'autoriser les ventes de produits alimentaires et de médicaments est le premier signe d'un allègement des sanctions à l'égard de l'Iran. Les Etats-Unis essayent également la reprise du dialogue avec l'Iran.

En outre, les Américains ont cherché à appuyer la Turquie qu'ils considèrent comme un facteur d'équilibre dans la région Caspienne face à l'expansion de la Russie et surtout à l'influence de l'Iran. Leur appui à l'oléoduc de Ceyhan semble dans le droit fil de leurs priorités dans la région. Les considérations commerciales incitent néanmoins à quelque prudence et pourraient à terme retarder, voire faire abandonner ce projet.

### 1.3.3 Turquie - Le lien entre l'est et l'ouest

Après l'effondrement de l'URSS, la Turquie a continué d'exploiter la possibilité d'accroître son influence dans une région comprenant la mer Noire, le Caucase et l'Asie centrale et a manifesté un intérêt stratégique pour plusieurs anciennes républiques soviétiques musulmanes. Les analystes turcs surveillent étroitement les débats internes sur les orientations russes en matière de politique étrangère. Selon l'ambassadeur de Turquie S. Elekdag, malgré toutes ces controverses, "les deux pays ont la ferme volonté politique d'étendre leur zone d'intérêt mutuel, de réduire les sujets de discorde et d'être attentifs et respectueux en ce qui concerne les sensibilités de chacun (...). Néanmoins, la Turquie doit inclure la Fédération de Russie dans son évaluation de la menace"<sup>23</sup>. La Turquie surveille également l'Iran, qu'elle considère comme un rival dans la lutte d'influence dans le Caucase et en Asie centrale.

Dans son approche des anciennes républiques soviétiques, la Turquie s'est appuyé sur sa propre idéologie, sa puissance économique et les traditions culturelles et religieuses communes. Une série de réunions intergouvernementales a eu lieu en 1992-93 entre la Turquie et les peuples turcophones, dans une "approche globale historique du monde turc", selon la formule du Premier ministre Süleyman Demirel lors de son retour des Républiques d'Asie centrale.

---

<sup>23</sup> ELEKDAG S., "2 1/2 War Strategy", *Perceptions : Journal of International Affairs*, vol. 1, p. 53-54, no 1, 1996

La Turquie a fait des efforts pour résoudre le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en ce qui concerne le Nagorno-Karabakh par la négociation et pour impliquer la OCEMN dans les questions de sécurité. Ainsi, en mai 1994, elle a demandé la création d'une Commission de consultation de la OCEMN. Une initiative vue comme nécessaire par la majorité de pays membres et avec méfiance par certains Etats anciens soviétiques de la région.

La lutte pour l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne par les oléoducs a surtout influencé la politique de la Turquie à l'égard de la Transcaucasie, qui était un territoire important pour l'itinéraire permettant de garantir un accès en Asie centrale, tout en évitant d'autres voies d'acheminement par la Russie et l'Iran. Dans cette démarche, la Turquie est favorisée par rapport aux autres pays parce qu'elle a avec l'Azerbaïdjan une relation privilégiée qui s'appuie sur des liens historiques, linguistiques, culturels et aussi des considérations économiques. La richesse potentielle de l'Azerbaïdjan le rend très important pour la Turquie dans la mesure où celle-ci est un importateur exclusif de pétrole brut. On ajoute aussi que le pétrole kazakh pourrait être transporté à travers la Turquie via l'Azerbaïdjan. La politique des oléoducs a incité la Turquie à mener une politique de coopération étroite avec la Géorgie car les oléo/gazoducs de la région caspienne et de l'Asie centrale doivent traverser la Géorgie en raison des difficultés entre Ankara et Erevan<sup>24</sup>. La Géorgie est également tentée par le partenariat avec la Turquie dans la résolution du conflit abkhaze. Malgré les initiatives de Tbilissi, Ankara n'accepte aucun accord sur le remplacement des forces russes de maintien de la paix par des Turcs.

### **1.3.4 L'Union européenne - Un acteur accepté**

Les nouveaux changements intervenus dans le paysage géostratégique de la mer Noire en raison de l'effondrement de l'ex-URSS et de la disparition du système bipolaire ont créé un cadre favorable dans lequel l'UE peut jouer un rôle plus actif. Le fait que l'UE ne soit pas perçue dans la région comme ayant les intérêts d'une superpuissance traditionnelle et que les Etats concernés se sentent plutôt européens qu'asiatiques, avantage l'engagement de l'UE par rapport aux Etats-Unis et la Russie, sans laisser l'impression de rechercher une zone d'influence. Le grand enjeu pour l'UE dans la région est le fait que les importantes ressources énergétiques peuvent lui assurer l'indépendance des Etats-Unis de point de vue politique et

---

<sup>24</sup> MALLAT-LOPEZ Nadim , "Des Balkans au Caucase le même grand jeu", Strategic Road, 11.03.2002

économique. Sa politique a été dirigée vers l'appui des projets de coopération régionale et, dans ce contexte, l'UE a pris des initiatives politiques spécifiques à l'égard, particulièrement, de l'OCEMN. En même temps, l'UE constitue de plus en plus le centre des aspirations de la majorité des pays de la région dont la plupart veulent l'intégrer. Donc il est dans l'intérêt de l'UE que le fonctionnement des organisations de coopération régionale de la mer Noire ne soit pas obstrué. Les dernières évolutions ont ouvert, par exemple, des nouvelles possibilités pour institutionnaliser les relations entre l'UE et l'OCEMN. C'est pourquoi l'importance stratégique de la mer Noire impose l'implication d'autres acteurs européens : Le Conseil de l'Europe pour renforcer la démocratie et la paix, l'OSCE pour le Pacte de Stabilité et la PESD par les missions de Petersberg.

## Partie II : La Roumanie - les constantes stratégiques

Située au Sud-Est de l'Europe, près de la « poudrière » des Balkans, la Roumanie, à travers toute son histoire, a mené un combat continu pour garder son identité latine et son territoire. Cette situation créée par sa position géostratégique, carrefour des intérêts d'expansion des empires voisins, a marqué profondément ses relations internationales, son développement et ses aspirations nationales. Comment-elle a résisté ? Quelles sont les traces de ce combat ? Le voisinage de la mer Noire a eu-t-il une importance ? Quelles sont ses relations avec les voisins et ses intérêts dans la région ? Comment-elle voit son intégration euro-atlantique ?

Voilà quelques questions qui constituent le sujet de cette étude. Dans ce contexte, l'évolution géopolitique de la Roumanie présente un intérêt particulier parce qu'elle est semblable aux pays de la zone. Si l'on comprend cela, on comprendra tous les événements des dernières années qui ont provoqué tant d'instabilité au Sud-est de l'Europe. L'élément géopolitique commun est que ces pays sont, politiquement, davantage déterminés par des facteurs extérieurs à la région que par les éléments qui leur sont propres. Les articulations de la politique et la politique de chacun de ces pays sont plutôt des adaptations à des données étrangères à cette région d'Europe que des actions autonomes et efficaces qui contribueraient à configurer politiquement la région ou le continent, voire le monde<sup>25</sup>.

### 2.1 Une « île de latinité » dans une « mer slave »

La Roumanie, pays qui compte environ 22,8 millions d'habitants, a une superficie de 237500 kilomètres carrés et est située au sud-est de l'Europe (si la frontière de la Russie est considérée comme la frontière de l'Europe) ou au centre (si la frontière de l'Europe s'arrête à l'Oural). Elle se trouve au carrefour des anciennes voies commerciales entre l'espace

---

<sup>25</sup> BARDOS-FELTORONYI N., "Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre", Bruxelles, 2001

européen et les espaces slave et asiatique. Grâce au voisinage de la mer Noire et du fleuve Danube qui traverse le pays de l'ouest à l'est et relie la mer Noire à la mer du Nord, à son histoire et à son potentiel économique, démographique et militaire, aux pays qui l'entourent et aux enjeux de la région, la position géographique de la Roumanie gagne une importance particulière dans le paysage géostratégique de l'Europe.

Pays d'origine latine (ancienne province orientale de l'empire romain) avec un peuple issu d'un processus de formation semblable aux autres peuples latins, la Roumanie va rester isolée à cause de l'arrivée des peuples migrants qui n'ont pas réussi conquérir son territoire mais l'ont entouré.

Située sur le chemin des peuples migrants, à proximité des empires expansionnistes (ottoman, autrichien et slave), près des Balkans (la poudrière de l'Europe), sans affinités culturelles, linguistiques ou historiques avec ses voisins (un pays latin parmi les pays slaves) et très loin de ses cousins latins, la Roumanie a toujours vécu sous la menace d'être conquise et de perdre son identité nationale. C'est pourquoi au long de son histoire, en raison de nombreuses luttes pour l'indépendance, le peuple roumain s'est développé un puissant sentiment national. Sentiment caractéristique dans la région et aussi puissant chez tous les pays voisins parce que c'était la condition d'existence dans cette région.

En même temps, il est nécessaire de préciser que la Roumanie, malgré ses richesses, en raison de nombreuses et coûteuses guerres de libération et de longues périodes de domination étrangère caractérisées par des énormes tributs payés aux vainqueurs, a eu toujours des problèmes de développement économique et social.

La période communiste, par la tutelle soviétique et la politique de réduction des droits de l'homme, la collectivisation forcée, l'économie centralisée, la censure, a transformé le pays en un satellite de l'ex-URSS. Membre du Pacte de Varsovie, la Roumanie avait su se doter d'un parti communiste puissant et ambitieux qui avait revendiqué son indépendance : opposition à l'occupation par la force de la Tchécoslovaquie, retrait des forces armées de structures militaires communistes intégrées, développement des relations avec des pays de monde libre, etc.

Sa politique étrangère ouverte vers l'Occident afin de créer un vaste système de relations internationales a été en fait une audacieuse stratégie du Ceausescu utilisée pour affaiblir l'influence soviétique et pour renforcer la position du parti unique. En 1989, le démantèlement du système entraîne aussi la chute du régime en Roumanie. La violence des événements à la fin du régime de Ceausescu démontre la puissance du parti communiste, le

désir de pouvoir de son président mais aussi l'incapacité des dirigeants de comprendre les nouvelles évolutions géopolitiques sur l'échiquier mondial.

Malgré sa volonté d'intégrer les structures euro-atlantiques qui vont lui garantir l'évolution vers la normalité et la sécurité dans une région instable, la réalité nous montre que la Roumanie a beaucoup de difficultés. Le remplacement de l'ancien système économique trop centralisé par un système de marché demande des mesures très dures (licenciement, augmentation des impôts et des prix, etc.) et se heurte à l'opposition de la population, déjà épuisé par plusieurs années d'attente. En même temps, il faut souligner que les possibilités du gouvernement roumain et l'aide internationale pour soutenir cette action par des programmes de reconversion et de protection sociale restent toujours insuffisantes.

### 2.1.1 La lutte identitaire et pour l'intégralité territoriale

Le territoire de la Roumanie est occupé depuis la période Paléolithique, mais l'organisation humaine la plus connue appartient aux tribus daces et thraces. Hérodote, qui est connu comme « le père de l'histoire » disait des Daces qu'ils « sont les plus audacieux et les plus braves d'entre les Thraces ».

Au début de notre ère, la partie centrale et méridionale du prospère Etat dace, dirigée par Decebalus, a été conquise après deux sanglantes guerres, par les légions de l'empereur romain Trajan en l'an 106. L'importance de cette victoire est révélée par la colonne Trajane, monument architectural impressionnant de Rome, qui présente des scènes de combat romaino-dace.

La retraite de l'administration romaine en 271 (pendant le règne de l'empereur Aurélien) et le passage des peuples immigrants du Nord-Est du continent (les Goths, les Slaves, les Huns, les Gépides, les Avars, puis les Hongrois) ont laissé une population dace romanisée et chrétienne. Romanisée, parce que pendant plus de 300 ans Daces et Romains ont été en liaison permanente et la culture et la civilisation romaines s'imposaient sur les coutumes daces. Et puis, on sait déjà que l'Apôtre Paul a propagé les préceptes chrétiens dans la population dace romanisée.

Au VII-ème siècle, le peuple roumain vivait dans des petits voïvodats constitués à travers le territoire de l'ancienne province romaine Dacia Félix et qui devait faire face au

passage des peuples immigrants. C'est l'héroïsme du jeune peuple roumain qui a permis qu'aucun de ces peuples ne réussissent à s'installer<sup>26</sup>.

Au XIV-ème siècle, l'histoire européenne enregistra trois provinces roumaines : la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie. Les deux premières toujours en état de guerre contre l'empire Ottoman ont réussi à maintenir leur indépendance en échange d'un tribut annuel. La dernière va être englobée dans l'empire Autrichien avec un statut d'autonomie et une administration hongroise. C'était la période pendant laquelle la plupart des Hongrois se sont installés en Transylvanie et ont commencé à mener une dure politique d'oppression et de magyarisation forcée contre les Roumains. En même temps, des populations allemandes ont été déployées sur la frontière de l'est de l'empire (en Transylvanie) pour la défendre.

La population roumaine dépossédée de ses biens et propriétés, obligée à payer des tributs énormes, à travailler des dizaines d'heures par semaine au profit des « Gros » ou de changer son nom en magyar pour accéder à un traitement plus humain, torturée cruellement, tuée sans aucun jugement et massacrée pendant les révoltes paysannes, a fini par développer, logiquement, un puissant sentiment anti-magyar.

En 1600, Michel le Brave, le prince de Valachie, a accompli l'unification de toutes les provinces roumaines. L'union ne résistera pas aux conditions externes mais elle témoigne de l'ancienneté de la conscience nationale roumaine et du désir de vivre ensemble dans un Etat roumain.

Au milieu du XIXe siècle les populations roumaines sont partagées entre trois empires : la Valachie et la Moldavie sous suzeraineté ottomane, la Transylvanie et la Bucovine dans l'empire autrichien et la Bessarabie incorporée à la Russie en 1882.

Après la guerre de Crimée (1854-1855), les principautés danubiennes gagnent leur indépendance et forment la Roumanie à l'initiative de Napoléon III. Le congrès de Berlin va reconnaître l'indépendance de la Roumanie en 1878.

A la période suivante, jusqu'en 1914, le dispositif géopolitique de la nouvelle Roumanie consistait à s'opposer d'un côté à la Russie, bien que la plupart de population roumaines se trouvait dans l'empire autrichien, et de l'autre côté à la Bulgarie concernant la possession de la Dobroudja, ancienne région roumaine qui contrôle le delta du Danube.

Pendant la Première Guerre Mondiale, la Roumanie lutte à côté des Alliés. Après des sanglantes batailles et des nombreuses pertes humaines et matérielles, ses Alliés ont compté la Roumanie parmi les vainqueurs de la Grande Guerre et ont accepté l'unification de toutes

---

<sup>26</sup> GIURASCU N., "Istoria romanilor", Bucuresti, 1979, p. 347-391.

les provinces roumaines (Transylvanie, Bessarabie, Bucovine et la partie du nord de Dobroudja). On ajoute que c'est le moment quand la Roumanie envoie son Trésor national (sa valeur actualisée est d'environ 3,5 milliards dollars) en Russie pour le protéger contre les Allemands. Sauf quelques objets de valeur historique qui ont été retournés, le Trésor est resté en Russie et constitue l'un de problèmes en litige entre les deux pays.

Au premier décembre 1918, l'union des provinces historiques roumaines a été réalisée et le grand idéal du peuple roumain rempli. En même temps, les Alliés ont réussi d'une part de mettre en place un obstacle contre l'expansion allemande et d'autre part contre l'expansion de l'Union soviétique vers les Balkans.

Pendant la deuxième Guerre Mondiale, la Roumanie a été tout d'abord en lutte contre l'URSS, aux côtés des Allemands, et aux côtés des Alliés après août 1944, (dans ces deux situations pour refaire l'intégrité de l'état, ébréché par le traité Ribbentrop-Molotov), contribuant à la libération de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche. Cette évolution particulière est expliquée par le fait que, au début, la Roumanie, restée sans alliés (La « Petite Entente » : France, Yougoslavie, Pologne et Tchécoslovaquie) et menacée par Hitler, qui avait besoin du pétrole roumain pour continuer la campagne contre l'URSS, par la perte non seulement de la Transylvanie mais également de son indépendance, a été obligée de se rallier à l'Allemagne.

A l'issue du conflit, la Roumanie reste dans ses frontières de 1939 sauf la Bessarabie qui devient la Moldavie soviétique, la Bucovine de nord intégrée à l'Ukraine et le Sud de Dobroudja cédé à la Bulgarie. Toutefois, les Russes, installés comme troupes d'occupation, ont assuré le changement du régime politique et la récupération de la dette de guerre. C'était l'occasion pour eux d'envoyer en Russie non seulement la plus part de richesses du sol et sous-sol roumain, mais aussi des entreprises entières, prises morceau par morceau et rebâties chez eux. Cette situation, perçue par le peuple roumain comme une période d'esclavage, a retardé le développement économique du pays et a contribué au renforcement du sentiment antisoviétique et anti-russe développé au long de l'histoire.

Il faut souligner que toujours pour la Roumanie, toute la lutte pour son existence a exigé un tribut impressionnant en vies humaines et en richesses.

## 2.1.2. L'expérience communiste

Malgré l'image de communisme exacerbé, affichée par les dirigeants roumains lors de la période de la guerre froide, ses racines en Roumanie sont très courtes. En 1921, la date de création du parti, il y avait environ 2000 communistes mais sans avoir beaucoup d'adhésion, dans la société. La plupart de ses membres furent des Juifs, des Hongrois, des Allemands et peu de Roumains.

C'est pourquoi le régime communiste a été installé en Roumanie en 1947 grâce au soutien de l'occupant soviétique qui les a aidés à gagner les élections « libres ». Une puissante répression contre l'ancienne démocratie, contre les généraux et les officiers de l'armée, contre les intellectuels et la spiritualité roumaine a commencé. Par exemple, des milliers de prêtres orthodoxes et catholiques ont été mis en prison, car les dirigeants staliniens du pays voulaient que le communisme devienne religion officielle en Roumanie.

La majorité des paysans a été contrainte par la force d'accepter la collectivisation et toutes les entreprises ont été nationalisées sans aucune compensation. En fait toute la vie des Roumains fut changée radicalement (pas de tradition, pas d'histoire, pas de littérature, de religion ou de propriété). Tout égaux et obligés d'apprendre la langue russe, de lire la littérature révolutionnaire soviétique, de travailler à la manière soviétique et d'être puni de la même manière pour toute opposition au régime communiste.

A la suite de cette période de soviétisation, la direction communiste du pays a amorcé un rejet de l'hégémonie soviétique. Les troupes d'occupation ont quitté pour toujours le pays en 1957. Considérée par l'Occident comme une alliée rebelle de Moscou, la Roumanie a condamné l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, a entretenu des relations privilégiées avec la République Fédérale Allemagne et Israël, et est passée à une forte industrialisation du pays soutenue par le F.M.I. et la Banque Mondiale. En fait son système complexe de relations internationales lui a permis de sortir de la tutelle soviétique, donc d'affaiblir tout le bloc communiste et de renforcer la position du parti unique et de son dirigeant. Après s'être fabriqué une image presque libérale à l'extérieur, Ceausescu devient, à l'intérieur, l'un des dirigeants les plus dogmatiques du camp soviétique. Le contrôle de la population par la police, le plan de systématisation du territoire, les sacrifices du peuple pour payer la dette extérieure et les constructions pharaoniques, la formation d'un « homme nouveau », les fausses menaces extérieures à l'intégrité du pays sont des souvenirs amers pour les Roumains et les vraies causes de l'effondrement d'un régime politique qui n'a jamais été accepté par le peuple.

Une nouvelle époque a commencé à partir de 1989, après la chute du communisme. Les acquis des dix dernières années montrent une Roumanie définitivement et irréversiblement revenue aux traditions démocratiques.

### 2.1.3. Une transition difficile vers la démocratie

Bien que, au moment de la chute du communisme, les conditions financières aient été favorables (pas de dette extérieure), le manque d'une vraie classe politique, le système économique très centralisé et la voie hésitante vers l'économie de marché ont prolongé cette période de transition. La situation est plus complexe à cause de l'imbrication de ces phénomènes politiques, économiques et sociaux qui mettent en évidence la précarité des nouvelles démocraties face aux exigences de l'économie de marché, aux effets de la mondialisation et à la disparition de l'Etat-providence.

Le passage à la démocratie est intervenu au moment où ni les nouveaux élus ni la population ne peuvent accepter le même modèle social parce que toutes les mesures envisagées par les premiers et demandées par l'économie de marché sont repoussées par les deuxièmes, faiblement protégé face aux programmes de restructuration et habitués à l'ancien nivellement communiste. C'est pourquoi cette période est marquée par plusieurs mouvements grévistes. Les plus importantes sont celles des années 1991 et 1999. Elles se sont déroulées à Brasov, Resita, Galati et Bucarest.

En 2002, l'économie roumaine a enregistré pour la troisième année consécutive un taux de croissance positif et les exportations ont connu un développement considérable. En 2001, les investissements ont augmenté de 5,5% et les exportations de 24% par rapport à l'année précédente. Les réserves de la Banque nationale ont atteint un niveau record de 5 milliards d'euros et le chômage a été stabilisé à 8,6%<sup>27</sup>.

Malgré ces résultats, on peut dire qu'il s'agit simplement d'un bon début parce qu'il y a encore des problèmes difficiles qui ne sont pas encore résolus. D'abord il faut finir la privatisation des géants industriels, réduire le taux d'inflation (27% en 2001) et encourager le développement de petites et moyennes entreprises privées. Il faut aussi attirer davantage de capitaux étrangers. Les 350 euros d'investissement par habitant représentent un tiers des investissements réalisés dans les pays voisins. Ensuite, il faut renforcer les institutions d'Etat dans la lutte contre les effets négatifs de la mondialisation : la corruption, la criminalité, le

---

<sup>27</sup> Institutul national de statistica, 2002

terrorisme, les trafics illégaux, etc. Le voisinage des espaces asiatique et soviétique marqués par des graves problèmes économiques et d'insécurité ont transformé la Roumanie en pays de transit vers l'Occident. Cette situation constitue un obstacle à l'intégration à l'UE et une dépense budgétaire supplémentaire pour renforcer la frontière orientale.

#### 2.1.4. Le problème des minorités

Le dernier recensement, qui a eu lieu en janvier 1992, montre que la Roumanie compte environ 22,8 millions habitants parmi lesquels on trouve 7,1 % de hongrois et 3,5% d'autres minorités, dont les tsiganes sont majoritaires (1,8%).

Le problème de minorités existe en Roumanie, comme dans les pays voisins, on peut dire, depuis toujours, parce que ses racines remontent à la formation du peuple roumain, il y a 2000 ans. A son origine on trouve les mouvements des populations immigrants et les actions expansionnistes des anciens empires voisins. Suite à ce processus historique les plus importantes minorités de Roumanie sont d'origine hongroise et les tsiganes. Chacune avec ses particularités bien différentes de tradition, de culture, de vie, etc. et avec ses intérêts particuliers.

Les Hongrois sont les descendants de l'oligarchie magyare qui en 1867, suite à l'accord avec l'empereur autrichien Franz-Josef, ont obtenu le droit de domination sur les Slovaques, les Roumains de Transylvanie, les Serbes, les Croates et sur les Allemands de Hongrie et de Transylvanie également. A cette époque-là, montre le publiciste allemand Friederich Naumann dans un célèbre ouvrage « MittelEuropa », les Hongrois ont mené une dure politique de magyarisation ayant comme objectif de dépasser le niveau de 50% de magyars par rapport à tous les habitants du royaume de Saint Stephan<sup>28</sup>. Le même processus s'est déroulé plus récemment, pendant la deuxième guerre mondiale, quand la Hongrie a reçu par l'intermédiaire de l'Allemagne le Nord de la Transylvanie. Cette fois-ci l'esprit cruel d'Attila s'est déchaîné avec une intensité rarement connue, tuant tous les Roumains trouvés dans la région, sans aucune distinction d'âge ou de sexe, et s'est distingué, par le nombre important de victimes, dans les localités Trasnea, Ip et Moisei. Voilà quelques souvenirs très difficiles à oublier pour les Roumains, mais pas impossible. Aujourd'hui, les minorités hongroises vivent encore avec un certain sentiment de supériorité et de nostalgie de la Grande Hongrie, mais leur dispersion sur le territoire roumain rend ce désir impossible. Ce qui est spécifique pour cette minorité est que, parfois, les tensions sont alimentées de l'extérieur, par

---

<sup>28</sup> LAZARESCU A. Dan, "Geografia i-a apropiat, destinul i-a indepartat", Lumea, 11.12.2001

la Hongrie. L'exemple plus récent, en 2001, est la loi du statut de magyar qui accorde le droit de travailler en Hongrie seulement aux ethniques magyars des pays voisins. Loi condamnée par les pays concernés et les institutions européennes pour sa discrimination et modifiée après des longues et gênantes discussions.

La deuxième minorité est constituée par les tsiganes. Ils appartiennent à des tribus d'origine asiatique partis de la région de l'Inde vers l'Europe. Les Tsiganes, par leur genre de vie (mobilité, vie tribale, participations aux activités infractionnelles, etc.), posent d'abord des problèmes d'intégration dans la société.

Il existe des débats sur le nombre de tsiganes pour deux raisons. Il s'agit d'abord, du fait que les autorités roumaines ont des difficultés d'enregistrés les personnes d'origine tsigane en raison de leur mobilité (pas de domicile fixe). Ensuite, c'est le fait qu'il y ait des tsiganes, intégrés dans la société, qui se sont déclarés roumains. Donc une estimation de 1 à 1,5 millions semble plus plausible que celle du recensement.

Il faut préciser que la situation réelle des minorités de Roumanie est peu connue en Occident et parfois elle est présentée déformée. Il existe plusieurs raisons. Premièrement, il s'agit d'un manque de communication est-ouest amplifié par le « rideau de fer » du système bipolaire. Le fait qu'il continue même aujourd'hui et que les médias occidentaux transmettent des informations sans aller sur place ou coupées de leur contexte historique et géopolitique semble le plus alarmant. Deuxièmement, c'est l'environnement géostratégique du sud-est de l'Europe qui est marqué par le développement de l'esprit national comme moyen de garder l'identité et le territoire des Etats de la région (à voir les événements de l'ex-Yougoslavie), qui a poussé certains Etats à fabriquer de mauvaises images de leurs voisins pour justifier les prétentions territoriales. Troisièmement, depuis long temps, le problème des minorités a été utilisé par les politiques pour cacher leur incapacité à gérer le pays, comme ce fut le cas de Ceausescu, qui, à son tour, a amplifié l'image de nationalisme roumain. Enfin, l'existence aujourd'hui d'un parti nationaliste roumain « Romania Mare » et l'autre magyar « UDMR » (mais il y en a partout, même en l'Occident) fait également que ce problème soit mal perçu à l'extérieur.

Voilà, par exemple, comment, de la même manière déformée, quelques querelles qui ont eu lieu après la chute du communisme, entre les minoritaires hongrois ou tsiganes et les Roumains, ont été présentées par les médias occidentaux comme des actes d'ultra nationalisme roumain et de grands conflits ethniques. En réalité, il s'agissait d'incidents isolés, d'événements ponctuels de discrimination de la majorité roumaine (minoritaire dans les endroits concernés) par les minorités soit hongroise soit tsigane. Dans le premier cas,

concernant les querelles avec la minorité hongroise, les Roumains ont été empêchés d'utiliser leur langue et d'élever leurs enfants en roumain. Dans le deuxième cas, ils ont été agressés et volés par les tsiganes. Face aux réactions inadaptées des autorités locales, les Roumains ont essayé de se défendre eux-mêmes, ce qui a eu comme résultat les quelques incidents.

On constate également, que non seulement les médias, mais aussi certaines ouvrages étrangers présentent un faux problème des minorités de Roumanie. Par exemple, Yves Lacoste dans son « Dictionnaire de géopolitique », 1998, nous annonce que « Du fait de l'importance croissante des mouvements ultranationalistes en Roumanie, le problème des minorités se pose aujourd'hui en des termes encore plus graves que sous la dictature de Ceausescu. ». Ensuite, le même auteur fait l'appréciation que les minorités de Roumanie représentent précisément 20,5% de la population. Malheureusement, l'auteur ne dit rien sur sa méthode d'évaluation utilisée. Dans ce contexte, on se demande où est la vérité ? Dans son ouvrage où dans le dernier recensement qui compte 10,5% de minorités ? La différence de 10% semble trop grande et curieusement les 10,5% de minorités enregistrés au recensement correspondent aux pourcentages enregistrés des partis ethniques lors des élections législatives. De plus, le fait qu'au long de son histoire, la Roumanie n'ait pas connu des mouvements ethniques revendicatifs violents ou terroristes, comme par exemple l'ex-Yougoslavie, l'Irlande de Nord, l'Espagne ou l'ex-URSS et même la France, vient d'infirmer toutes ces exagérations.

La Roumanie, malgré toutes les accusations, a mené une politique réaliste, sans se laisser attirer dans des conflits ethniques et ses minorités ont leurs représentants dans les organes du pouvoir local ou central et vivent en confiance à côté des Roumains.


Aujourd'hui, par la Constitution et les lois adoptées concernant les droits des minorités, la Roumanie est devenue l'un des pays avec la législation la plus adaptée aux normes internationales et la situation est devenue plus stable.

## 2.2. La Roumanie et la mer Noire

La mer occupe plus de deux tiers de la surface de la terre. L'importance de la dimension maritime ne se résume pas seulement à son importance géographique car pour contrôler les ressources, il a souvent fallu contrôler la mer.

Depuis l'Antiquité, la mer trouve son importance géopolitique dans la place essentielle qu'elle l'occupe au sein du commerce mondial. Malgré l'invention de l'avion, la voie maritime reste la voie de transport la plus utilisée<sup>29</sup>.

Béni par le voisinage de la mer Noire, la Roumanie a compris au long de son histoire que la mer a été toujours le plus fidèle allié et qu'elle représente une ressource inépuisable de bénéfices économiques grâce à ses richesses marines et sous-marines et un moyen pour développer des nouvelles relations internationales grâce au commerce maritime. C'est pourquoi, la Roumanie, située dans une position géostratégique favorable, au carrefour des espaces européen, slave et asiatique, ayant une liaison fluviale par le canal Danube-Rhin-Main-Rotterdam à la mer du Nord, et qui dispose d'un potentiel maritime important (des grandes capacités de transport et de constructions navales, des modernes infrastructures portuaires et même d'une raffinerie pétrolière au bord la mer) peut jouer un rôle bien particulier dans la nouvelle architecture géopolitique de la zone.

Les événements du 11 septembre 2001 ont accru l'intérêt des EU et de l'OTAN pour la Roumanie et aussi la Bulgarie, qui peuvent faciliter la lutte contre le terrorisme basé au Proche-Orient et en Asie centrale 

La Roumanie est ouverte à la coopération bilatérale et régionale, vue comme contrepartie complémentaire à l'intégration euro-atlantique. Elle considère que la coopération est la seule solution pour éviter les conflits, assurer le développement économique et lutter efficacement contre les nouvelles menaces transnationales. C'est pourquoi la Roumanie agit pour mettre en place les institutions nécessaires au fonctionnement de l'Organisation de Coopération Economique de la Mer Noire (OCEMN) et de les rendre plus efficaces.

### 2.2.1. La Roumanie un acteur maritime important

Dans l'espace roumain, la navigation a des racines historiques millénaires. Les traditions maritimes se sont développées graduellement au long des siècles, ayant comme tremplin le réseau hydrographique roumain favorable. La mer Noire, le fleuve Danube et les rivières intérieures ont été des facteurs très importants pour l'évolution de la civilisation sur cette aire géographique. Il faut remarquer que, même pendant l'époque communiste, la politique maritime a occupé une position centrale. Les plus importantes capacités ont été

---

<sup>29</sup> Géopolitique, Aymeric Chauprade, Paris, 2001, p. 628-632

<sup>30</sup> Commentaire du ministre roumain des affaires étrangères/ "Adevarul", 29.03.2002

développées à ce moment là. Son potentiel maritime accru a renforcé la position géostratégique du pays dans la zone de la mer Noire.

Ainsi, la Roumanie dispose, sur un littoral de seulement 245 km, de trois ports maritimes, dont le port Constanta, ancienne colonie grecque, reconstruit et modernisé en 1896, est un des plus grands ports de l'Europe et du monde. Il permet un trafic commercial de 85 millions tonnes par an. Plusieurs investisseurs étrangers qui misent sur ses capacités géo-économiques sont en train de réhabiliter le port. Il s'agit notamment des Japonais et des Coréens intéressés à prendre pied sur le vieux continent, car le port Constanta n'est pas seulement la porte d'entrée en Roumanie mais aussi, par le canal Danube-Rhin-Main-Rotterdam, en Europe. L'entreprise Bull, pour sa part, tente de brancher Constanta sur la circulation mondiale. Une zone franche est aussi prête et l'avant-port est susceptible d'accueillir de nouveaux terminaux.

La flotte marchande roumaine assure entre 60-80% du commerce extérieur et comprend un nombre appréciable de navires, environ 250. Elle aussi bénéficie d'investissements allemands et américains. La Roumanie, malgré les difficultés actuelles, veut agrandir sa participation au commerce maritime mondial.

Le canal Danube-Rhin-Main, œuvre d'importance stratégique pour le transport fluvio-maritime euro-asiatique, fait la liaison entre les ports Rotterdam et Anvers, de la mer du Nord, et Constanta, en traversant toute l'Europe (9 pays), et, ensuite, avec les autres ports de la mer Noire. Cette réalisation permet de rejoindre Constanta à Rotterdam en 6 jours par rapport à 14 par voie maritime. Il représente un moyen précieux dans la géopolitique du développement économique de la Roumanie et de l'Europe et l'une des solutions les moins coûteuses pour l'acheminement des ressources énergétiques de la zone Caspienne.

Au bord de la mer et au long de la rive roumaine du Danube se trouvent plusieurs chantiers navals : Constanta et Mangalia - maritimes, Galati, Braila et Turnu Severin - fluviaux.

Les extractions pétrolières de la zone économique exclusive maritime et son expérience en ce domaine permettent la coopération avec les pays voisins intéressés. La raffinerie située près de Constanta et le système d'oléoduc qui va jusqu'à Trieste<sup>31</sup> peuvent offrir à la Roumanie la possibilité de participer à l'action de l'acheminement des ressources énergétiques de la Caspienne<sup>32</sup>.

---

<sup>31</sup> BAUDOUIN Thierry – Séminaire sur les stratégies internationales des ports de la mer Noire, Constanta, 1999

<sup>32</sup> A voir l'Annex 4

Il est prématuré de parler d'une renaissance des échanges maritime. Les difficultés de la transition sont toujours amplifiées par les effets négatifs de la mondialisation mais, la Roumanie, grâce à son potentiel maritime, semble avoir une chance de plus.

### 2.2.2. Les relations avec les pays - riverains de la mer Noire

Pour la Roumanie, l'environnement géopolitique a joué toujours un rôle très important. C'est pourquoi elle a dû choisir avec beaucoup de soin ses alliés, en particulier loin de ses frontières (à cause de son isolement comme pays latin parmi des pays slaves), et développer des relations d'amitié avec ses voisins. L'histoire nous démontre qu'il n'y a pas eu toujours réussite, mais, même lors des moments de pertes territoriales, la Roumanie a évité le plus possible l'utilisation de la force armée pour régler les différends avec les voisins. Ses alliés traditionnels ont été la France et la Grande Bretagne. En revanche, pendant la deuxième guerre mondiale, ces deux alliés étant dans l'impossibilité de l'aider, la Roumanie a donc été forcée par l'Allemagne de la rejoindre si non, elle disparaissait comme Etat.

Aujourd'hui, après une longue période de « stabilité » en raison de la « guerre froide », l'environnement s'est changé de nouveau et donc la Roumanie a commencé la construction d'un nouveau système de relations internationales, dont les facteurs déterminants sont la démocratie, le libre marché et l'intégration dans le système de défense euro-atlantique. Ces facteurs, en particulier l'intégration euro-atlantique qui exige des traités de bon voisinage, ont agi moins comme des atouts pour l'intégration que des contraintes, puisque la Roumanie a dû renoncer aux territoires qui lui avaient appartenu avant la deuxième guerre mondiale et qui ont été confisqués par l'ex-URSS à la fin (la Moldavie, les régions Boukovine, Hertza et l'île des Serpents intégrées en Ukraine après le démantèlement d'URSS) et respecter les frontières actuelles. C'est pourquoi le traité avec l'Ukraine, signé le 2 juin 1997 est qualifié par la plupart des Roumains comme une « capitulation pendant la paix »<sup>33</sup>. Ainsi, la Roumanie n'a pas « étonné » l'Ouest par sa compréhension, mais a reconnu la frontière établie en 1940 par la force de l'Armée Rouge. Il y a encore à résoudre le problème de la délimitation des espaces maritimes et de la ZEE (Zone Economique Exclusive). Récemment, le Président roumain I. Iliescu a déclaré, lors de l'Assemblée Parlementaire Européenne, que si l'Ukraine n'accepte pas une solution négociée la Roumanie va faire recours à la Court

---

<sup>33</sup> CUZA A., "Mini-Cartea Alba a Tratatului de baza cu Ucraina", revue "Lumea", Bucarest, 11.12.2002.

Internationale de la Hayes<sup>34</sup>. Les relations avec l'Ukraine se dirigent, après une période de stagnation, vers le développement.

En ce qui concerne les relations avec la Russie, on peut dire qu'elles sont plus « froides » que jamais. Les deux pays n'ont pas encore signé l'accord cadre qui régleme les relations bilatérales<sup>35</sup>. Il y a plusieurs raisons. La Russie est préoccupée par ses problèmes internes et la Roumanie par l'ouverture vers l'Ouest. Il faut également y ajouter les différends concernant la condamnation du Pacte Molotov-Ribbentrop, la restitution du Trésor national de la Roumanie envoyé en Russie tsariste pendant la première guerre mondiale pour ne pas tomber entre les mains des Allemands et la saturation en raison de plus de 45 ans de tutelle soviétique. C'est l'actuel Premier ministre roumain qui a lancé la politique de renouer les relations politiques avec la Russie et de conquérir les marchés de l'Est. Ainsi, depuis 1999 ont eu lieu plusieurs rencontres diplomatiques qui ont finalisé le traité bilatéral et la Chambre de Commerce roumaino-russe qui a mis en place une stratégie de développement des exports en Russie.

Avec la Bulgarie, la Turquie et la Géorgie, les autres acteurs de la mer Noire, la Roumanie n'a pas des problèmes en ce qui concerne les relations réciproques. Après une période de stagnation, à cause de la transition vers un nouveau système économique, on voit une reprise plus vigoureuse, concrétisée par des nombreux accords bi et multilatéraux<sup>36</sup>.

En dépit du fait que la Moldavie n'est pas riveraine de la mer Noire, mais en raison de sa situation actuelle très instable et de ses liens traditionnels avec la Roumanie, il est nécessaire de faire une courte précision sur les relations réciproques. En fait, pendant les derniers mois les relations entre les deux pays se sont dégradées d'une manière dangereuse. La vraie cause, c'est le désastre économique du à l'incapacité du régime communiste actuel en Moldavie qui veut gouverner un pays du XXIème siècle selon un modèle soviétique (la tutelle de l'Etat providence), et qui veut faire de la Roumanie le bouc émissaire de ses échecs. Face à ces provocations aux origines connues et qui sont apparues « totalement par hasard » juste avant la réunion de l'OTAN qui concerne l'adhésion de la Roumanie, celle-ci a préféré rester calme et signaler la situation aux organismes européens. « Avec amertume, il faut retenir que, si la Roumanie a représenté le plus sinistre exemple d'application dogmatique des

---

<sup>34</sup> "Ziua", 24.04.2002

<sup>35</sup> POPA Cosmin, "Sub semnul contratimpului istoric", revue "Sfera Politicii", no. 95, 2001.

<sup>36</sup> CAIN Daniel, "Relatiile romano-bulgare", revue "Sfera Politicii", no. 99, 2001.

préceptes communistes en Europe, le deuxième Etat roumain d'Europe, la Moldavie, semble être le dernier Etat européen où s'expérimente encore un régime soviétique. »<sup>37</sup>

### 2.2.3. La coopération économique en mer Noire – L'organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN)

Par sa politique étrangère, la Roumanie aspire à créer un système de relations internationales multipolaire. Ce système a pour rôle de lui assurer la sécurité, la stabilité et le développement économique grâce à la démultiplication des contacts internationaux. Son objectif est, non seulement de faciliter l'intégration euro-atlantique, mais, aussi de favoriser l'augmentation de l'influence de la Roumanie dans des régions différentes, particulièrement au Sud-Est de l'Europe et autour de la mer Noire et, enfin, de rechercher des nouveaux marchés. La participation de la Roumanie à l'organisation de la Coopération Economique de la Mer Noire (CEMN) poursuit ce but.

En fait, cette organisation remplace une zone plus étroite, fondée également à l'initiative turque, en 1990, qui réunissait Turquie, Bulgarie, Roumanie et l'ex-URSS et qui avait pour rôle de permettre, aux membres, l'intégration à l'économie mondiale.

Pourquoi cette continuation ? Faut-il considérer surprenant cet accord entre des pays si différents par leur histoire, leurs cultures ou leurs intérêts ? Est-elle une organisation viable ou non ? Quelles sont les résultats ? Comment s'implique la Roumanie dans cette affaire ? Voilà quelques questions qui vont diriger cette analyse.

Le concept de l'OCEMN s'est développé progressivement comme projet commun dirigé à la fois par la Turquie et par la Russie. Ainsi, au 25 juin 1992, onze pays (Albanie, Azerbaïdjan, Arménie, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Turquie, Russie et Ukraine) ont signé à Istanbul la déclaration au sommet de l'OCEMN. Les domaines considérés prioritaires sont : la création d'une banque commune ; l'amélioration des moyens de communication ; la réforme agraire ; l'interconnexion des réseaux de transport d'énergie ; la restructuration des sécurités sociales ; la protection de l'environnement et l'exploitation du potentiel touristique.

Si pour la Turquie et la Russie cette initiative a suivi une stratégie de « coopération hégémonique » dans une région où chacune a des intérêts historiques, pour les autres, à qui la fin de la guerre froide a donné plus de liberté mais aussi de vulnérabilité, l'OCEMN a

---

<sup>37</sup> CHIREAC Bogdan, "Republica Moldova - faliment explosiv", "Adevarul", 11.03.2002.

représenté le moyen d'éviter l'isolement et de dépasser le désastre économique et sécuritaire laissé par l'effondrement du système communiste.

En même temps, par la coopération, les Etats membres peuvent surmonter plus facilement les défis de l'économie de marché et de la mondialisation. Les leçons de l'ex-Yougoslavie et du Caucase, encore vives dans leurs mémoires, ont démontré clairement la nécessité des organismes qui peuvent augmenter la confiance réciproque et la stabilité. C'est pourquoi, des peuples différents par leur population, superficie, économie, religion ou capacité militaire ont pensé que les accords économiques sont un pas vers une solution durable aux clivages politiques. Raymond Aron disait : « la conduite de la politique est seule rationnelle si l'on donne pour fin au commerce des Etats...la prospérité commune et l'économie du sang des peuples. »

De plus, au-delà de la volonté, il y a des projets communs très concrets, en cours de déroulement, qui démontrent la viabilité et la durabilité de cette organisation. Le projet de système de télécommunications ITUR (Italie, Turquie, Ukraine et Russie) et DOKAP (Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie) vise la modernisation de l'infrastructure de communication. Le projet de réhabilitation de certains ports (Constanta, Varna et Odessa) préconise la modernisation de leurs infrastructures. Une Convention sur la défense de l'environnement en mer Noire, a été signée en 1990, et envisage des mesures contre la pollution maritime.

D'autre part, les réunions régulières au sommet de l'OCEMN et du Conseil ont créé le cadre pour trouver des solutions aux problèmes très divers. Dans ce contexte, on trouve ceux de la criminalité organisée, l'immigration clandestine, la drogue, etc. Le coup d'envoi de cette action a été donné en 1996, à Erevan, par l'interconnexion des polices des Etats participantes.

La création de la Banque pour Commerce et Développement de la mer Noire (BCDMN), en 1993 et son inauguration en 1999, donne du poids et constitue l'instrument financier pour l'implémentation des projets proposés. A cette initiative participent aussi le FMI et la BERD.

Cependant, il est correct de préciser que l'OCEMN est confronté à des difficultés. Parmi les obstacles évoqués, on trouve une certaine lenteur dans son fonctionnement, la bureaucratie ou la grandeur des projets qui dépasse les possibilités de financement de la BCDMN, etc.

La Roumanie agit en toute confiance et veut y jouer le rôle le plus important possible. De cette façon, pendant sa présidence à l'OCEMN, du 01 mai au 31 octobre 2000, ont été adoptée « La stratégie régionale pour le développement de l'agriculture et du Programme

concernant la sécurité alimentaire », élaborée « L'Agenda économique pour l'avenir » et le projet d'accord de coopération entre OCEMN et le Programme ONU pour l'environnement et a promu d'autres initiatives.<sup>38</sup> Elle participe aussi à la réalisation du système de fibres optiques immergées entre la Roumanie, la Bulgarie, la Moldavie et la Turquie et d'autres projets.

Quelles que soient les difficultés, l'OCEMN reste un moyen de normalisation des relations interétatiques que ses membres ne veulent pas négliger, car ils ont tous comme premier souci de maintenir les contacts et d'éviter la naissance de nouvelles crises.

### 2.3. L'intégration européenne et nord - atlantique

Après un début hésitant en 1989, concernant le choix de son rôle géostratégique et la voie de développement économique et social, dû à la peur de voir de nouveau les chars soviétiques en Roumanie, les politiques de droite ou de gauche ont bien compris que les changements au niveau mondial sont irréversibles et que pour avancer vers la démocratie en toute sécurité il faut intégrer les structures euro-atlantiques.

La décision de Madrid, défavorable à l'intégration dans l'OTAN, n'a pas modifié l'ordre des priorités. Pour la Roumanie, l'OTAN représente la seule alternative et la seule politique de stabilisation régionale grâce à ses résultats et à sa continuité. En revanche, par exemple, la défense européenne paraît quelque chose d'incertain et la Roumanie n'a pas le temps de courir vers des illusions. Ainsi le ministre roumain de la défense à cette époque-là déclarait : « notre agenda a deux priorités : ...l'accélération de la réforme de l'institution militaire pour devenir plus vite compatible..., la consolidation de notre rôle de « fournisseur » de sécurité dans la région à laquelle nous appartenons » (Romania Libera, 21 juillet 1997).

Consciente de sa position géostratégique favorable (carrefour européen Est/Ouest, Nord/Sud, pays maritime, etc.) et aussi de son isolement dû à sa latinité, la Roumanie a développé une politique étrangère orientée vers l'Ouest tout en essayant de garder des bonnes relations avec la Russie, pays qui, par son voisinage et son rôle de puissance mondiale, ne peut pas être ignoré.

Les derniers événements, du 11 septembre 2001, ont change le contexte politico-stratégique et semblent à augmenter de nouveau les chances de la Roumanie d'intégrer l'OTAN. Dans le message du George Bush, lors de la réunion de Sofia, du 08 octobre 2001,

---

<sup>38</sup> OCEMN, Le Minister des Affaires Etrangères, Bucarest, 2002

des Etats candidats, était spécifié que les EU soutiendront la candidature de tous les pays, de la mer Baltique à la mer Noire, « qui partagent avec nous les valeurs et qui sont prêts à contribuer à la sécurité et à la stabilité de l'espace euro-atlantique ».

Une place important dans la stratégie de sécurité roumaine est occupée par la coopération régionale et sous-régionale. Cette coopération est vue comme une solution complémentaire à l'intégration. Elle est développée en deux dimensions : civile et militaire. Son objectif consiste en assurer la stabilité régionale et faciliter l'intégration dans les organisations euro-atlantiques. Grâce à son potentiel économique et démographique et à sa position géostratégique, la Roumanie envisage de jouer un rôle important.

### **2.3.1. Le nouveau milieu stratégique**

Le début du XXI ème siècle est marqué par des transformations profondes. Le monde devient plus complexe et plus inter-dépendant et les effets de la globalisation s'avère de plus en plus irréversibles et incontrôlables.

Selon le président Iliescu, les Roumains peuvent « ... devenir une société puissante et prospère dans la mesure où nous allons assurer les moyens de répondre convenablement aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper les incertitudes de demain. »<sup>39</sup>

La perception roumaine concernant sa situation stratégique est fondée sur le fait que la Roumanie se trouve au carrefour des quatre évolutions stratégiques importantes. Ces évolutions concernent les espaces de la CEI (la Communauté des Etats Indépendants), l'espace central européen, sud-est européen et celui de la mer Noire.

L'espace central européen est vu comme un futur pôle de prospérité et de stabilité régionale. Le seul capable d'assurer le développement des anciens pays communistes sur la voie de la démocratie et du marché libre.

L'espace sud-est européen reste le principal fournisseur des incertitudes et d'instabilité en raison des crises de l'ancienne fédération yougoslave et du sous-développement économique de certains pays de la région. En juillet 1999, les Etats occidentaux et spécialement l'UE, se sont engagés pour soutenir la consolidation économique et la stabilité de cet espace.

L'espace de la CEI est marqué par un processus violent de clarification identitaire dans lequel la Russie, en dépit de la crise économique et des syncopes politique, promeut une

---

<sup>39</sup> La stratégie de sécurité nationale de la Roumanie, Bucarest, 2001

politique plus agressive, due à sa tradition historique et à sa supériorité militaire et considère cet espace comme son « voisinage proche ».

L'espace de la Mer Noire représente, en même temps, une opportunité et une source de risque, a cause de sa position à l'intersection des deux axes stratégiques :

- La Mer Noire - la Mer Méditerranée qui concerne le flanc de sud de l'OTAN, zone d'importance stratégique pour l'Alliance atlantique du nord, caractérisé notamment par des risques de sécurité frontalière ;

- La Mer Noire – le Caucase - la Mer Caspienne, l'espace de transit pour les ressources énergétiques de l'Asie Centrale, dominé par l'instabilité interne des anciennes républiques soviétiques.

Dans ce contexte, les intérêts de sécurité de la Roumanie sont directement influencés par la proximité des certaines zones d'instabilité (Balkans, espace caucasien caspien, Proche Orient, etc.) et de la limite entre la frontière de l'ex-URSS et l'aire d'extension de l'OTAN.

La Roumanie est consciente, que pour assure sa sécurité, elle doit participer aux actions entreprises par les organismes européens et euro-atlantiques de sécurité (opérations de maintien de la paix, humanitaires, etc.) et qu'elle doit souscrire au principe de l'indivisibilité de l'espace euro-atlantique.

### 2.3.2. Les enjeux stratégiques de la Roumanie

Située près des Balkans, au carrefour des tendances impériales expansionnistes qui ont construit un mélange de populations et une zone géostratégique toujours instable, la Roumanie a développé, depuis sa création comme Etat indépendant, une identité de pays menacé par les empires voisins. A cette idée s'ajoute la représentation d'un Occident perçu comme un allié grâce à sa latinité, mais lointain et des fois décevant.<sup>40</sup>

Après la guerre froide, la Roumanie, a choisi la voie d'intégration aux structures européenne et à l'OTAN. Sa détermination a été démontrée par la participation militaire, auprès de l'OTAN, lors des différents conflits, et pendant la présidence de l'OSCE. Pourquoi adhérer et comment la Roumanie peut-elle contribuer au renforcement des rôles de ces organisations dans la région ? Ce sont des questions auxquelles la Roumanie peut offrir des réponses bien argumentées.

Ainsi, la Roumanie appartient géographiquement, historiquement et traditionnellement à la civilisation et au monde européen. L'adhésion à ces organisations représente la confirmation d'appartenance aux valeurs basées sur les principes de la démocratie, des libertés individuelles et de l'Etat de droit, telles qu'elles sont exprimées dans le préambule du Traite de Washington.

Le statut de membre de l'OTAN et de l'UE lui confèreraient des garanties de sécurité, dans le contexte d'un paysage politique européen et international caractérisé par l'existence des facteurs d'instabilité et de diffusion de nouveaux risques et des nouvelles menaces. Ainsi, la Roumanie dans OTAN peut couvrir au prix le plus bas les dépenses pour sa sécurité et pour sa défense et offrir plus de confiance aux investisseurs étrangers.

L'intégration dans l'Union européenne - la Roumanie a été invitée, le 15 décembre 1999, à commencer les négociations d'adhésion - contribuera à l'accélération du processus de démocratisation et de développement économique de pays, en éloignant de cette manière les risques de nature interne au regard de la sécurité.

De point de vu stratégique, la Roumanie est, en terme de taille, le deuxième pays de l'Europe Centrale et dispose d'un potentiel démographique et économique appréciable.<sup>41</sup> Elle représente un facteur de stabilité pour les Balkans, zone au potentiel conflictuel élevé, et de renforcement pour le flanc de sud de l'Alliance. De plus, le voisinage avec la Mer Noire augmente l'importance stratégique de la Roumanie par son ouverture vers Caucase et l'Asie orientale.

Militairement, la Roumanie a déjà démontré sa détermination et ses capacités d'agir dans des conditions de bonne compatibilité avec les autres membres de l'Alliance dans des actions militaires en Irak, Angola et l'ex-Yougoslavie et récemment en Afghanistan. Elle peut aussi mettre à la disposition de l'OTAN des forces et des bases militaires diverses (terre, mer, air) et va équilibrer le flanc sud de l'Alliance par rapport à celui de nord. La Roumanie et la Bulgarie peuvent devenir une plaque tournante pour la guerre de l'Afghanistan et pour des opérations sur des théâtres en Asie. Ses initiatives de coopération militaire régionale (SHIRBRIG, BLACKSEAFOR, etc), témoignent de sa volonté pacifiste et du fait qu'elle peut être un moyen de stabiliser la région balkanique, d'augmenter la sécurité et de promouvoir la démocratie.<sup>42</sup>

---

<sup>40</sup> IORGA Nicolae, "Istoria Romaniei", Bucuresti, ed. 1995

<sup>41</sup> Annexe 6

<sup>42</sup> ILIESCU I., le président de la Roumanie , "Ziua", 26.03.2002

Même de point de vu économique, la Roumanie détient des offertes très intéressantes : un marché de taille importante, des multiples possibilités d'investissement (industrie, agriculture, tourisme, etc.), des réserves de ressources naturelles et d'une main d'œuvre nombreuse, qualifiée et beaucoup moins chère qu'ailleurs. De plus, les évolutions économiques positives des dernières années (1,8%-1999, 4% -2000, 4,9%-2001 de croissance du PIB) démontrent que le pays se trouve sur la bonne voie. Malgré tout, il y a beaucoup de problèmes à résoudre. Les défis principaux observés sont : la corruption, le secteur agricole moins développé, la protection de l'environnement, la bureaucratie, l'inflation et la privatisation. Selon l'appréciation du groupe financier autrichien Raiffeisen Zentralbank Osterreich (RZB), la Roumanie pourra devenir membre de l'UE en 2009-2011.

### 2.3.3. La coopération régionale et sous-régionale

La coopération régionale et sous-régionale, civile et militaire, est envisagée par la Roumanie comme une solution complémentaire aux démarches diplomatiques d'intégration à l'OTAN et l'UE. Dans ce contexte, la conception roumaine de coopération régionale comprend trois dimensions : bilatérale, trilatérale et sous-régionale. La coopération régionale bilatérale fait référence aux traités de bon voisinage qui ont été abordés ci-dessus.

La coopération régionale trilatérale représente une forme flexible de coopération dans différents domaines et une composante du processus d'intégration dans les structures euro-atlantiques. Son fonctionnement a pour base les principes établis par les pays participants selon leurs intérêts. La Roumanie participe aux initiatives suivantes :

- Roumanie – Bulgarie – Grèce
- Roumanie – Bulgarie – Turquie
- Roumanie – Hongrie – Autriche
- Roumanie – Pologne – Ukraine
- Roumanie – Moldavie - Ukraine

Leurs objectifs appartiennent aux domaines politique, économique et social et permet la valorisation des atouts qui découlent de la proximité géographique, de la complémentarité de leurs économies et des traditions de coopération.

La coopération sous-régionale s'inscrit dans la coopération multilatérale et englobe plusieurs préoccupations concernant la sécurité et la stabilité de la région de sud-est de

l'Europe, le développement économique d'ensemble (régional) et la création d'une nouvelle identité orientée vers les valeurs de la démocratie et de l'économie du marché.

La Roumanie fait partie du Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est, du Processus de coopération des Etats de l'Europe de Sud-Est (SEECF), de l'Initiative de coopération de l'Europe de Sud-Est (SECI), de l'Initiative de coopération de l'Europe Centrale (ICE) et de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN)<sup>43</sup>.

Parmi les projets régionaux avancés se trouve le développement de l'infrastructure de transport, l'interconnexion des réseaux de distribution d'énergie, des programmes financiers pour les petites et moyennes entreprises ou pour la lutte contre la criminalité transfrontalière, dont le centre est à Bucarest. Aussi, la Roumanie fait des efforts pour la reprise de la navigation sur Danube et pour participer aux projets TRACECA (la voie de la soie), INOGATE ou ceux promus par le groupe GUUAM (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan Azerbaïdjan, Moldavie).

En ce qui concerne la coopération militaire régionale et sous-régionale, la Roumanie a été le premier pays qui a signé le Partenariat pour la paix (PPP) et participe à la Force multinationale de paix de l'Europe de Sud-Est (MPFSEE) avec la Bulgarie, la Grèce, la Turquie, l'Italie, la Macédoine et l'Albanie. La Roumanie met des forces à la disposition de la Brigade multinationale à capacité de lutte avancée des forces de l'ONU en attente (SHIRBRIG) et se trouve en négociations pour la création d'un groupe de coopération navale en mer Noire (BLAKSEAFOR) avec la Bulgarie, Géorgie, Ukraine, Turquie et la Fédération russe.<sup>44</sup>

Pour les pays de la mer Noire, confrontés aux difficultés spécifiques à la transition d'un système politique et économique à l'autre et aux niveaux de développement insuffisants pour éviter les effets négatifs de la mondialisation, la coopération régionale semble être une solution acceptable.

---

<sup>43</sup> Ministerul Afacerilor Externe al Romaniei, "Teme centrale ale politicii externe", 2002

<sup>44</sup> <http://www.mapn.ro/politicaaparare/cooperare.htm>

## CONCLUSION

Durant le dernier demi-siècle, on s'était souvent inquiété d'une menace d'holocauste nucléaire résultant de l'affrontement entre les deux blocs, les piliers du système mondial de sécurité. Aujourd'hui, après le dégel des « blocs », le paysage géopolitique de la région de la mer Noire nous montre paradoxalement une montée de l'instabilité. Il s'agit d'une perception de l'environnement beaucoup plus lourd de menaces où se conjuguent : crises identitaires, trafics illicites, fractures internes aux sociétés, flux migratoires, affaiblissement de l'Etat, etc.

L'apparition des nouveaux acteurs a déterminé une action de redéfinition de leurs intérêts régionaux qui parfois a dégénéré en crise (Russie-Ukraine, etc.) et conflits (Nagorno Karabah, etc). On constate que la transition difficile vers la démocratie, la faiblesse économique et de l'Etat, particulièrement aux pays comme la Russie, l'Ukraine et même la Turquie, ont réduit l'envie de dominer la région et favorisé la coopération (OCEMN).

L'ouverture de l'espace de la mer Noire permet de revaloriser son potentiel économique, en particulier énergétique, par sa connexion au marché mondial et sa position stratégique de carrefour entre le monde européen, slave et musulman, ce qui facilite la lutte contre le terrorisme développé au Proche et Moyen-Orient.

La Roumanie occupe une position très particulière dans la région de la mer Noire, grâce à quatre facteurs : sa latinité, sa position géostratégique, son potentiel maritime et sa volonté d'intégration dans les structures euro-atlantiques.

Son origine latine, beaucoup plus contesté que sa lutte pour l'existence, et les interférences culturelles avec ses voisins transforme ce pays dans un véritable lien entre l'Europe et les espaces slave et musulmane.

Située au bord de la mer Noire et traversée par le fleuve Danube qui fait la liaison avec l'Europe, la Roumanie se trouve entre deux axes stratégiques très importants : l'Europe – la mer Noire et l'Europe – l'espace asiatique. C'est pourquoi elle peut jouer un rôle majeur dans l'acheminement des ressources de la région, particulièrement du pétrole de la mer Caspienne, vers l'Europe. Ses atouts sont : l'existence à plusieurs voies de transport (maritime, fluviale, ferrée, terrestre et oléoduc) ; le port Constanta (le plus grand de la mer Noire) ; la raffinerie

Midia qui peut traiter le pétrole brut ; le trajet d'acheminement le plus court vers l'Europe <sup>45</sup> ; le prix le plus bas. Aussi, la Roumanie se voit un acteur important dans le commerce maritime, l'exploitation des richesses sous-marines (il y a plusieurs plates-formes pétrolifères roumaines de forage et d'extraction) et contre la pollution en mer Noire. De plus, depuis 11 septembre, elle se considère comme un tremplin pour les forces qui luttent contre le terrorisme en Afghanistan et d'autres pays de la région.

L'existence dans un environnement historiquement très instable pousse la Roumanie de faire des efforts pour intégrer plus vite possible les structures euro-atlantiques qui constituent par leurs résultats une garantie de développement et de sécurité. En ce contexte il y a des critiques concernant les concessions faites aux pays voisins, en particulier à l'Ukraine, par les traités de bon voisinage. En complémentarité à l'intégration, la Roumanie agit pour la réalisation d'un système de relations régionales et sous-régionales. Pour la Roumanie, la coopération reste la seule solution de stabiliser la région de la mer Noire.

---

<sup>45</sup> l'Annexe 5

# BIBLIOGRAPHIE

## 1. OUVRAGES

1. ATANASIU Traian, « Puterea maritima si diplomatia navala », Bucuresti, 1998, p. 86, 110, 160, 207-216.
2. Collectif, « Mer Noire Turquie de l'ouest », Ed. Hachette, 2001, p. 303.
3. CIORBEA V., « Flota maritima comerciala romana, un secol de istorie, 1895 – 1995 », Ed. Europolis, Constanta, 1995.
4. CHAUPRADE Aymeric, « Géopolitique - Constantes et changements dans l'histoire », Ed. Ellipses, 2001, p. 44, 216-224.
5. FAUCHER Michel, « Transitions géopolitiques sur le continent européen », Paris, 1998, p. 224.
6. GUILMIN Sandra, « La Crimée : un élément déstabilisateur pur une Ukraine nouvellement indépendante ? », Paris, 2000, p.128.
7. GIURASCU C., «Istoria romanilor», Bucuresti, 1979, p. 347-391.
8. HUREZEANU F., « Trazitii si modernitate, Romania in sec. XIX – XX », Bucuresti, 1997
9. LACOSTE Yves, « Dictionnaire de géopolitique », Paris, 1998, p. 287.
10. MINISTER de Défense Nationale, « La stratégie de sécurité nationale de la Roumanie », Bucarest, 2001.
11. MASSON Philippe, « La marine française et la mer Noire (1918-1919) », Paris, 1982, p.669.
12. SEBE Charles, « Les pays de la mer Noire dans la crainte des conflits à venir », Ed. L. Harmattman, 1996, p. 216.
13. SEICA-KOZLOWSKI Elisabeth/ TOUMARKIN Alexandre, « Géopolitique de la mer Noire : Turquie et pays de l'ex-URSS, Ed. Karthala, 2000, p. 222
14. STAN Gh., « Mari porturi ale lumii », Ed. Academiei, București, 1968
15. THUAL François, « Le désir du territoire », Ed. Ellipses, 1999, p. 65-71.
16. BARDOS-FELTORONY Nicolas, « Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre », Bruxelles, 2001, p. 18-30.

## 2. ARTICLES

1. DUMITRASCU I., «L'avenir de la Mer Noire», La Tribune, no. 10, 1997, p. 37-40.
2. Gandirea militara romaneasca, no. 2, 2000, p. 21-25.
3. The Economiste, le 7 février 1998.
4. Revue de l'OTAN, no.1, 1999.
5. KINZER Stephen, «A New Big-Power Race Sarts on a Sea of Crude», New Times, 24 janvier 1999.
6. BARHAM J., «Turkey build pipeline accord», Financial Times, 13 mars 1998.
7. «Operations in Georgia», Global Appeal, Genève, 1999.
8. «Operations in Armenia», Global Appeal, Genève, 1999.
9. SHAKOOR A., «The US Interest and its Security polices», Eurasian Studies, vol. 2, p. 17, 1995.

- 10 . FULLER E., “Transcaucasus-Doomed to Strategic Partnership”, Transition, vol. 2, p. 29, 1996.
- 11 . The Military Balance 1997-1998, Oxford University Press pour l'IISS, Oxford, 1997.
- 12 . Cahier de Chaillot, no. 31, avril 1998.
- 13 . Ministerul Apararii Nationale, Cooperarea militara internationala, <http://www.mapn.ro>, 03 janvier 2002.
- 14 . ZAITSEV A., “Russia and Transcaucasia”, International Affairs, vol. 43, p.45, Moscou, 1997.
- 15 . MALLAT-LOPEZ Nadim , “Des Balkans au Caucase le même grand jeu”, Strategic Road, 11.03.2002.
- 16 . LAZARESCU A. Dan, “Geografia i-a apropiat, destinul i-a indepartat”, Lumea, 11.12.2001.
- 17 . GIOANA M., Ministre roumain des affaires étrangères, Commentaire, Adevarul, 29.03.2002.
- 18 . CUZA A.,” Mini-Cartea Alba a Tratatului de baza cu Ucraina”, Lumea, Bucarest, 11.12.2002.
- 19 . CHIREAC Bogdan , “Republica Moldova - faliment explosiv”, Adevarul, 11.03.2002.
- 20 . CAIN Daniel, “Relatiile romano-bulgare”, revue “Sfera Politicii”, no. 99, 2001.
- 21 . ILIESCU I., le président de la Roumanie, Ziua, 26.03.2002.

# TABLE DE MATIERES

<b>FICHE DE PRESENTATION</b> .....	<b>2</b>
<b>LA ROUMANIE ET LA MER NOIRE</b> .....	<b>3</b>
<b>SOMMAIRE</b> .....	3
<b>PARTIE I :</b> .....	3
<i>Le nouvel espace stratégique de la Mer Noire</i> .....	3
<b>PARTIE II :</b> .....	3
<i>La Roumanie – les constantes géostratégiques</i> .....	3
<i>Conclusion</i> .....	3
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>PARTIE I : LE NOUVEL ESPACE STRATEGIQUE DE LA MER NOIRE</b> .....	<b>6</b>
1.1. PORTE OUVERTE VERS LA MER MEDITERRANEE.....	7
1.1.1 <i>La lutte pour les détroits du Bosphore et des Dardanelles</i> .....	7
1.1.2 <i>Le flanc méridional de l’opposition est - ouest</i> .....	10
1.1.3. <i>Les nouveaux voisins de la mer Noire</i> .....	11
1.2. ENTRE STABILITE ET INSTABILITE - LES EFFETS DE LA MONDIALISATION .....	12
1.2.1. <i>Les problèmes économiques-la lutte pour l’acheminement du pétrole</i> .....	13
1.2.2. <i>Les confrontations ethniques</i> .....	16
1.2.3. <i>L’immigration forcée</i> .....	18
1.2.4. <i>La situation militaire de la région</i> .....	18
1.2.5. <i>Les problèmes écologiques</i> .....	20
1.3. LES ACTEURS IMPORTANTS DE LA REGION .....	20
1.3.1. <i>Russie - Un débouché maritime vers le monde</i> .....	21
1.3.1. <i>Etats-Unis – Une approche des espaces autrefois interdits</i> .....	23
1.3.3 <i>Turquie - Le lien entre l’est et l’ouest</i> .....	24
1.3.4 <i>L’Union européenne - Un acteur accepté</i> .....	25
<b>PARTIE II : LA ROUMANIE - LES CONSTANTES STRATEGIQUES</b> .....	<b>27</b>
2.1 UNE « ILE DE LATINITE » DANS UNE « MER SLAVE » .....	27
2.1.1 <i>La lutte identitaire et pour l’intégralité territoriale</i> .....	29
2.1.2. <i>L’expérience communiste</i> .....	32
2.1.3. <i>Une transition difficile vers la démocratie</i> .....	33
2.2. LA ROUMANIE ET LA MER NOIRE .....	36
2.2.1. <i>La Roumanie un acteur maritime important</i> .....	37
2.2.2. <i>Les relations avec les pays - riverains de la mer Noire</i> .....	39
2.2.3. <i>La coopération économique en mer Noire – L’organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN)</i> .....	41
2.3. L’INTEGRATION EUROPEENNE ET NORD - ATLANTIQUE .....	43
2.3.1. <i>Le nouveau milieu stratégique</i> .....	44
2.3.2. <i>Les enjeux stratégiques de la Roumanie</i> .....	45
2.3.3. <i>La coopération régionale et sous-régionale</i> .....	47
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>49</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>51</b>
1. <i>OUVRAGES</i> .....	51
2. <i>ARTICLES</i> .....	51
<b>TABLE DE MATIERES</b> .....	<b>53</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>55</b>

<b>ANNEXE 1</b> .....	55
<i>Les pays de la mer Noire</i> .....	55
<b>ANNEXE 2</b> .....	56
<i>Les détroits Bosphore et Dardanelles</i> .....	56
<b>ANNEXE 3</b> .....	57
<i>Les pays de la mer Noire - Données géoéconomiques</i> .....	57
<b>ANNEXE 4</b> .....	58
<i>Dépenses en matière de défense</i> .....	58
<b>ANNEXE 5</b> .....	59
<i>Carte de l'Azerbaïdjan : le pétrole caspien et conflit de Haut Karabakh</i> .....	59
<b>ANNEXE 6</b> .....	60
<i>La question de l'évacuation pétrolière de la mer Caspienne</i> .....	60
<b>ANNEXE 7</b> .....	61
<i>Le canal Constanta - Danube – Rhin – Main - Rotterdam</i> .....	61
<b>ANNEXE 8</b> .....	62
<i>L'acheminement du pétrole de la mer Caspienne</i> .....	62

# ANNEXES

## Annexe 1

### Les pays de la mer Noire



## Annexe 2

### Les détroits Bosphore et Dardanelles

(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



### Annexe 3

#### Les pays de la mer Noire - Données géoéconomiques

PAYS	Superficie Km <sup>2</sup> (1)	Population Milliers (2)	PIB/hab (1996) Dollars US (3)
Arménie	29 800	3 580	630
Azerbaïdjan	86 600	7 146	994
Bulgarie	110 993	8 987	1 190
Russie	17 075 400	174 386	2 410
Géorgie	69 700	5 449	850
Roumanie	237 500	23 190	1 600
Turquie	779 452	56 473	2 830
Ukraine	603 700	51 704	1 200

Source : (1) et (2) Bulletin semestriel de l'Assemblée de la OCEMN, juin 1994, p. 25 ; World Development Indicators 1998, Banque mondiale.

## Annexe 4

### Dépenses en matière de défense

(1992 et 1999) et  
effectifs militaires (1992 et 1999) des Etats de la mer Noire

	Roumanie	Russie	Turquie	Ukraine	Bulgarie	Grèce
Dépenses en matière de défense (millions de dollars américains, prix actuels)						
1992	2 670	47 220	4 140	4 320	1 310	4 400
1999	1183	56 800	10,183	1 400	392	5 206
Forces armées (milliers)						
1992	240	2 030	480	438	99	159
1999	160	1 004	639	303,8	80,8	165,6

Source : The Military Balance 1993-1994, Brassey's pour l'IISS, Londres, 1994 ; The Military Balance 1999-2000, Oxford University Press pour l'IISS, Oxford, 2000.

## Annexe 5

### Carte de l'Azerbaïdjan : le pétrole caspien et conflit de Haut Karabakh.

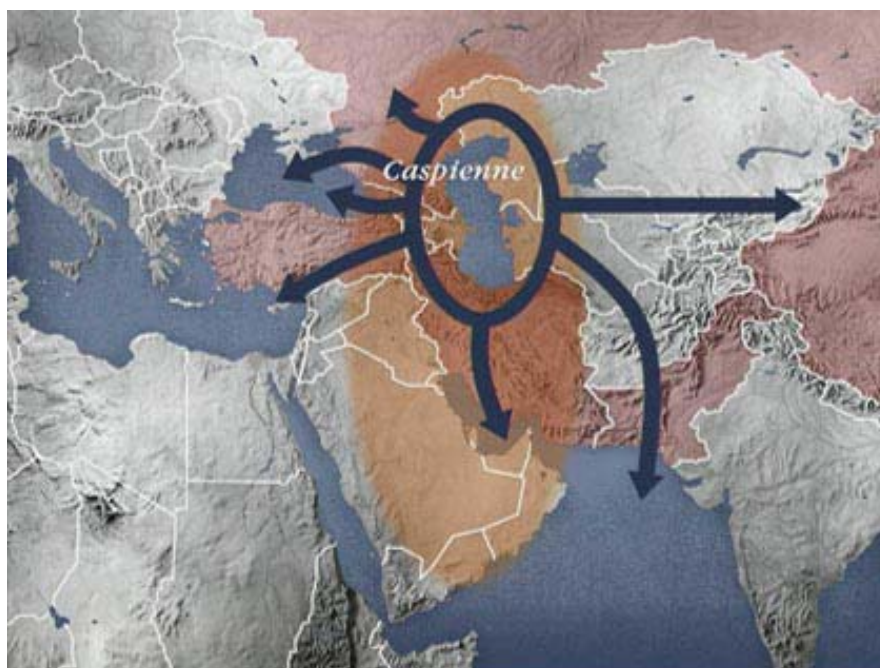
(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



## Annexe 6

### La question de l'évacuation pétrolière de la mer Caspienne

(Carte issue de la Magazine géopolitique de Jean-Christophe Victor, diffusion sur ARTE, 1998)



### La question du transport du pétrole de la Caspienne.

Le deuxième grand enjeu réside dans l'évacuation des hydrocarbures ; plusieurs voies sont possibles : Par le nord, par les anciens réseaux existant dans l'ex-URSS, mais les pays nouvellement indépendants ne veulent pas de retour à cette dépendance ; Par le sud, c'est à dire par l'Iran, mais le Congrès des Etats-Unis interdit tout investissement, et cherche à y exercer le maximum de pression, Par l'ouest, c'est à dire la Géorgie et la Turquie. Mais là c'est la Russie qui fait des pressions, et il y a de toute façon l'instabilité politique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan Par l'est, enfin, et c'est ce que souhaiteraient la Chine et le Japon. Car il est clair qu'ils auront de plus en plus de poids comme futurs importateurs / consommateurs.

## Annexe 7

### Le canal Constanta - Danube – Rhin – Main - Rotterdam



Constantza Port is located at the end of the Danube - Main - Rhine waterway, which crosses the whole Europe connecting the Black Sea with the North Sea. It has possibilities for the accommodation of the biggest maritime vessels passing through the Suez Canal, Dardanelles and Bosphorus in the Black Sea. Eight days of navigation are saved, including relevant costs and expenses, by using the new waterway:  
Suez canal - Center of Europe via Constantza, compared with the old waterway which crosses the whole length of the Mediterranean Sea circumnavigating the Iberian Peninsula.

The Port of Constantza offers good prospects for the development of the transit traffic bound for Central Europe, especially due to the completion of the Rhine - Main - Danube corridor and to the setting up of the Free Trade Zone.

## Annexe 8

### L'acheminement du pétrole de la mer Caspienne

